

BAROMÈTRE 2020 DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

8^e Édition

EN PARTENARIAT AVEC



**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE
PAUVRETÉ**



avise

BNP PARIBAS



opinionway

ENTREPRENEURS SOCIAUX, PIONNIERS D'UN "MONDE D'APRÈS" PLUS ÉCOLOGIQUE

SOMMAIRE

SONDAGE (P.2-3)

PERCEPTION DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EN FRANCE

INTERNATIONAL (P.4)

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL, UN PHÉNOMÈNE MONDIAL

L'ENTRETIEN (P.5)

RENCONTRE AVEC JEAN MOREAU, NOUVEAU CO-PRESIDENT DU MOUVES

DOSSIER SPECIAL (P.6-P.19)

ENTREPRENEURS SOCIAUX, PIONNIERS D'UN MONDE D'APRÈS PLUS ÉCOLOGIQUE

LE MOT DE LA FIN (P.20)

JEROO BILLIMORIA, L'ENTREPRENEURE SOCIALE QUI VEUT FEDERER A L'INTERNATIONAL



© Copérative Sociale Risorse

EDITORIAL



CHRISTOPHE ITIER

Haut-commissaire à
l'Économie sociale et solidaire
et à l'Innovation sociale

Alors que la prise de conscience des enjeux liés à la transition écologique s'accélère aujourd'hui sous la double influence des effets du dérèglement

climatique de plus en plus prégnants et de la mobilisation citoyenne, les entrepreneurs sociaux sont engagés de longue date dans la construction d'un monde plus durable et plus soutenable. Leurs initiatives sont ainsi nombreuses en matière de production d'énergie renouvelable, de lutte contre la précarité énergétique, d'alimentation durable, d'économie circulaire ou encore de mobilités alternatives.

Ces engagements sont rendus d'autant plus visibles et nécessaires que les fragilités de notre système économique, exposées par la crise sanitaire actuelle, nous obligent à accélérer la construction d'un modèle de société plus inclusif et durable.

Cette huitième édition du Baromètre de l'Entrepreneuriat Social témoigne de la force de l'engagement des entrepreneurs sociaux et démontre que

l'économie sociale et solidaire est créatrice de solutions adaptées aux enjeux du monde de demain et de la transition écologique. Le modèle de l'entrepreneuriat social se caractérise en effet par sa vision à long terme et par sa capacité à créer collectivement des services et des biens, des outils, dont la co-construction garantit l'efficacité, l'appropriation par tous et la large diffusion. Parce que l'entrepreneuriat social est profondément ancré dans les territoires, parce qu'il concerne des objets de la vie quotidienne, il porte les nécessaires transformations de nos comportements et de nos activités.

Aujourd'hui, pour que sans cesse plus d'entrepreneurs répondent aux enjeux de la transition écologique et du changement climatique, il est crucial de les soutenir encore davantage et de mieux valoriser leur engagement. La bannière nationale French Impact

visé précisément à fédérer et à outiller l'écosystème de l'innovation sociale et environnementale, permettant la mise en valeur des nombreuses initiatives répondant à des besoins non pourvus sur nos territoires pour en faire des réponses nationales.

L'ampleur des problématiques environnementales nous oblige aussi à trouver des solutions à l'échelle mondiale. Cette conviction nous a conduit à organiser le Pact for Impact Summit à Paris, en juillet 2019, pour lancer une Alliance internationale visant à fédérer les savoir-faire et à promouvoir les acteurs luttant notamment contre les effets du changement climatique.

Les défis qui sont les nôtres nous commandent plus que jamais d'établir au rang de norme ceux qui sont aujourd'hui des pionniers en faveur d'un monde plus durable.

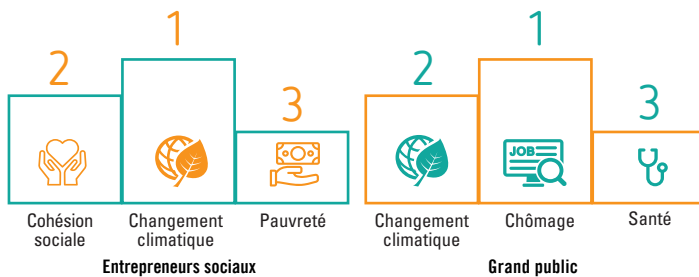
L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL VU PAR

Pour la huitième année consécutive, OpinionWay a mené pour Ashoka une enquête inédite sur la perception de l'entrepreneuriat social en France. Cette enquête dévoile la perception des entrepreneurs (47% des participants à la consultation) et entrepreneurs sociaux (53% des participants) et du grand public quant à la capacité des entreprises sociales à répondre aux problèmes sociétaux et environnementaux. Elle présente aussi les tendances et perspectives d'évolution du secteur à long terme.

La priorité pour les Français : la lutte contre le chômage, devant le changement climatique et les questions de santé

Détrôné en 2018 par le changement climatique, le chômage revient cette année en tête des préoccupations des Français. Pour 48% d'entre eux, il constitue le problème le plus urgent à résoudre, reflétant des inquiétudes liées aux conséquences économiques de la crise sanitaire du Covid-19. Le niveau de préoccupation lié au changement climatique, en hausse ces dernières années, reste élevé : c'est un sujet prioritaire pour 42% des Français. Le climat se maintient largement en tête des défis prioritaires pour les entrepreneurs sociaux : pour 82% d'entre eux, il s'agit du problème le plus urgent à résoudre, devant celui de la cohésion sociale (49%). En lien également avec la crise sanitaire, la santé fait son entrée dans le top 3 des priorités des Français, devançant de deux points les questions liées à la pauvreté (39% contre 37%).

Graphique 1 - Problèmes sociaux et environnementaux les plus urgents à résoudre selon le grand public et les entrepreneurs sociaux



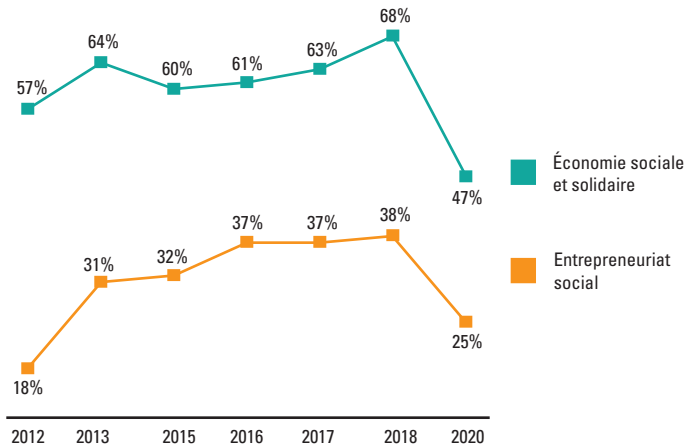
Autre effet de la crise, on constate une attente plus forte des Français envers les pouvoirs publics, qui sont identifiés par 34% des sondés comme étant l'acteur le plus innovant pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux, soit une hausse de 10 points par rapport à la précédente enquête (édition 2019 du Baromètre / enquête menée fin 2018). Les entreprises sociales ne sont perçues comme les plus innovantes dans la résolution des problèmes de société que par 20% des Français, un chiffre en baisse de 5 points, et identique à celui obtenu par les entreprises dites de l'économie classique.

De leur côté, les entrepreneurs sociaux continuent à estimer être les acteurs les plus efficaces pour faire face aux enjeux sociaux et environnementaux. Cette conviction est partagée par 67% d'entre eux et est en hausse de 9 points. Cependant, si 87% des entrepreneurs sociaux se montraient optimistes quant à leur capacité à répondre aux principaux défis de société lors de l'enquête précédente, ils ne sont plus que 78% en 2020 et 70% pour les questions environnementales.

Une notoriété en baisse de l'ESS et de l'entrepreneuriat social mais une reconnaissance de leur utilité en hausse

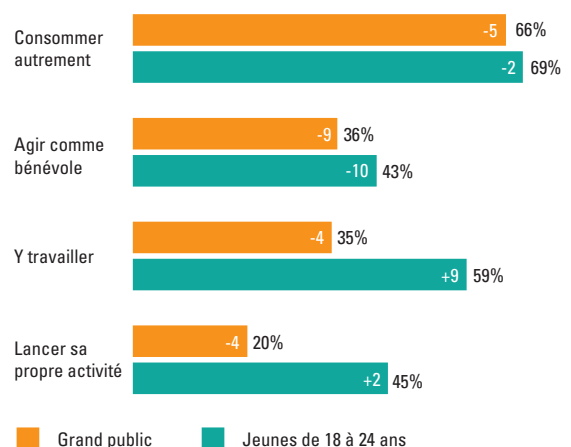
Élément marquant issu du sondage, la notoriété des termes "économie sociale et solidaire" (ESS) et "entrepreneuriat social" enregistre cette année une forte baisse. Seuls 47% des sondés déclarent avoir déjà entendu parler de l'économie sociale et solidaire, soit une chute significative de 21 points par rapport à l'enquête précédente. L'entrepreneuriat social connaît lui aussi une importante diminution de sa notoriété (-13 points) : 25% des Français seulement déclarent connaître ce terme, soit le plus bas niveau enregistré depuis 2012.

Graphique 2 - Evolution de la notoriété des termes "économie sociale et solidaire" et "entrepreneuriat social" au sein du grand public



Pour autant, les entrepreneurs sociaux restent identifiés comme des acteurs pertinents face aux problèmes de société : 78% des sondés considèrent que les entrepreneurs sociaux sont utiles pour répondre aux problèmes sociaux, et 69% considèrent qu'ils sont également utiles dans la lutte contre les problèmes environnementaux et le changement climatique.

Graphique 3 - Attractivité : facteurs de motivation pour le secteur de l'ESS



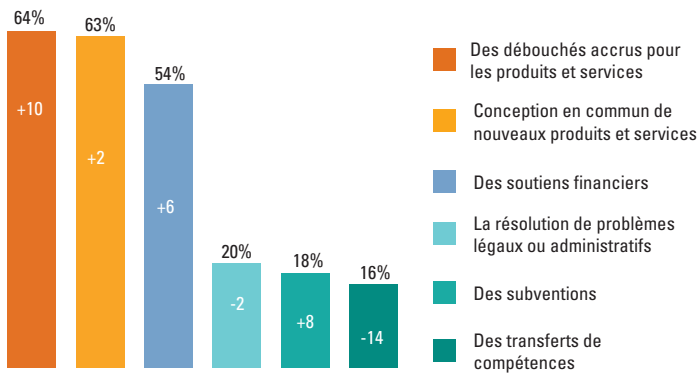
L'attractivité du secteur, si elle connaît un léger recul, reste quant à elle relativement stable et s'observe particulièrement chez les jeunes : 45% des 18-24 ans se déclarent intéressés par l'économie sociale et solidaire pour lancer leur propre activité (+2 points), et 59% pour y travailler (+9 points). Signe que malgré la crise, le sens au travail s'affirme comme une priorité pour cette génération.

Ecosystème et partenariats

93% des entrepreneurs sociaux pensent qu'une collaboration avec les autres acteurs de l'économie (entreprises classiques, pouvoirs publics) est réalisable et 47% estiment même que la crise va faciliter ces collaborations, tous les acteurs devant faire preuve de flexibilité, d'adaptation et de réactivité.

LES ENTREPRENEURS SOCIAUX ET LE GRAND PUBLIC

Graphique 4 - Les attentes partenariales des entrepreneurs sociaux



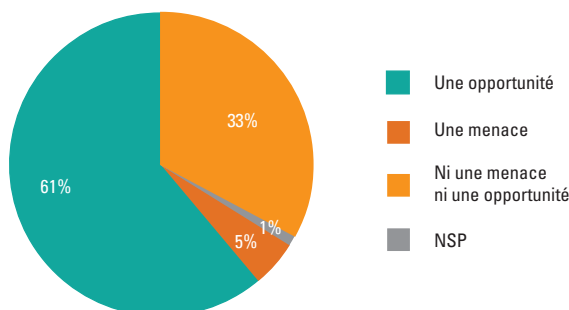
Les entrepreneurs sociaux sont d'ailleurs 85% à collaborer avec des entreprises classiques et 72% à travailler avec les pouvoirs publics (+6 points). En hausse de 6 points également, une conviction à 94% que le développement de l'activité peut être impacté positivement en collaborant avec les pouvoirs publics. La perception des mesures prises par les pouvoirs publics pour soutenir l'activité économique face à la crise est cependant plus nuancée : suffisantes pour 65% des entrepreneurs sociaux sondés, ces mesures sont vues à 64% comme insuffisamment adaptées aux besoins spécifiques des entreprises sociales.

En lien probable avec la crise du Covid-19, les partenariats voient cette année le retour assez marqué de logiques davantage basées sur le soutien financier que sur la collaboration. Les attentes en matière de soutien financier et de subventions augmentent respectivement de 6 et 8 points, et 64% des entrepreneurs sociaux espèrent des débouchés accrus pour leurs produits et services (+10 points). Ces chiffres sont à mettre en parallèle avec les freins au développement identifiés par les entrepreneurs sociaux : pour 51% d'entre eux, la principale difficulté est le manque de moyens financiers (+8 points). La conception en commun de nouveaux produits et services reste néanmoins une attente phare des entrepreneurs sociaux (63%), signe que les logiques de coopération restent fortes, dans un contexte où 25% des entrepreneurs sociaux déplorent un manque de partenariats avec les entreprises classiques.

Des perspectives de développement optimistes malgré la crise et dans un contexte de transition

Graphique 5 - La crise sanitaire vue par les entrepreneurs sociaux

En ce qui concerne les perspectives de développement de l'entrepreneuriat social, la crise du Covid-19 vous paraît-elle représenter principalement... ?



89% des entrepreneurs sociaux estiment que les perspectives de développement de l'entrepreneuriat social sont bonnes en France, un chiffre stable, qui reflète une certaine confiance dans l'avenir, malgré la crise sanitaire. Celle-ci n'apparaît d'ailleurs comme une menace que pour 5% des entrepreneurs sociaux sondés, 6 sur 10 considérant plutôt qu'il s'agit d'une opportunité pour le secteur. 25% des entrepreneurs sociaux envisagent de réorienter tout ou partie de leurs activités suite à la crise, et 83% prévoient

même de recruter (+14 points), un chiffre élevé qu'une éventuelle baisse de l'emploi en début de crise ne saurait suffire à expliquer.

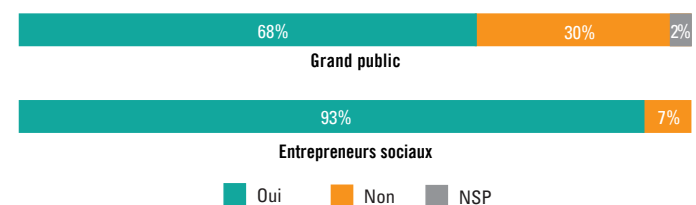
Graphique 6 - Le rôle des entrepreneurs sociaux face à la crise selon le grand public



L'action des entrepreneurs sociaux est-elle indispensable pour lutter contre les conséquences de la crise ?



Graphique 7 - Associez-vous la transition écologique à l'entrepreneuriat social ?



Ces résultats optimistes sont à mettre en perspective avec une forte association de l'entrepreneuriat social avec les grandes transformations contemporaines. Alors que la thématique de la transition écologique gagne du terrain dans le débat public et que la crise sanitaire est apparue pour de nombreux observateurs comme un moment unique pour construire un "monde d'après" durable et solidaire, les entrepreneurs sociaux apportent des alternatives au *business as usual*. Les Français ne s'y trompent pas et estiment à plus de 80% que les entrepreneurs sociaux ont un rôle à jouer dans la construction de l'économie post-crise, notamment pour lutter contre ses conséquences, telles que le chômage, la première de leurs préoccupations. Ils sont aussi 68% à associer les notions d'entrepreneuriat social et de transition écologique, un chiffre qui grimpe à 93% pour les entrepreneurs sociaux, qui entendent s'affirmer comme pionniers d'un monde de demain plus respectueux de l'environnement.

Carine Valette
Responsable de la communication
et des publications
Convergences

NOTE METHODOLOGIQUE

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale, OpinionWay accompagne des organisations à forte plus-value sociale et/ou environnementale dans leur développement. OpinionWay a ainsi réalisé ce sondage pour Ashoka en pro bono auprès de deux échantillons : un échantillon de 87 entrepreneurs sociaux et un échantillon de 1056 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'échantillon des entrepreneurs sociaux a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview) et les entretiens ont été réalisés du 21 juin au 1^{er} juillet 2020. L'échantillon auprès du grand public a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Cet échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI les 12 et 13 juin 2020.

Les résultats doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : entre 4,4 à 10 points pour l'échantillon des entrepreneurs sociaux et entre 1,5 à 3 points pour celui du grand public.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et les règles de la norme ISO 20252.

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL, UN PHENOMENE MONDIAL QUI SE DEPLOIE À L'ECHELLE LOCALE

L'entrepreneuriat social est reconnu comme une force de changement, partout dans le monde et par une diversité d'acteurs – institutions internationales, décideurs politiques, monde des affaires, société civile, citoyens. Ce phénomène mondial se déploie, depuis les années 1990, à des échelles bien souvent locales, émergeant dans des contextes socio-politiques variés. Plusieurs initiatives contribuent à dresser un état des lieux et à révéler ces différences régionales. Mentionnons par exemple les travaux de l'OCDE¹, de l'Union européenne² (UE), du réseau de recherche EMES³, du CIRIEC International⁴, ou encore le projet ICSEM⁵ qui compare les modèles d'entreprises sociales et leur processus d'institutionnalisation à travers le monde.

En Europe, l'entrepreneuriat social s'est imposé dans les agendas politiques suite aux mesures prises dans le cadre de la stratégie Europe 2020, avec des taux de pénétration différents selon les pays. À titre d'exemple, une étude du CIRIEC montre qu'en 2015, l'emploi salarié dans l'économie sociale comptait pour 9 à 10% de la population active en Belgique, en France, en Italie, au Luxembourg ou aux Pays-Bas, alors que ce chiffre est inférieur à 2% en Croatie, Lituanie, Slovaquie, Slovénie ou encore en Roumanie⁶. En Europe de l'Est, dans les Balkans ou dans les pays baltes, un intérêt nouveau pour l'entrepreneuriat social se remarque, notamment de la part des décideurs politiques, favorisant une évolution positive des écosystèmes⁷.

Au-delà du vieux continent, l'entrepreneuriat social a également intégré les agendas politiques. En Amérique du Nord, en Océanie ou en Asie – avec des différences régionales significatives –, cela se manifeste par l'effort conjoint des pouvoirs publics et des acteurs de terrain pour consolider des écosystèmes favorables. Citons à titre d'exemple les développements de longue date au Québec – en

2016, le Québec comptait 11 200 entreprises d'économie sociale qui employaient 220 000 salariés⁸ –, ou plus récents en Corée du Sud – en 2016, les entreprises sociales y employaient 39 195 travailleurs, soit 1,5% de l'emploi total⁹. En Afrique et en Amérique Centrale et du Sud, la question entre aussi dans les préoccupations politiques et de la société civile, mettant notamment en lumière le rôle que l'entrepreneuriat social peut jouer pour renforcer les dynamiques communautaires, ou face à des problématiques sociales et écologiques.

Diverses initiatives contribuent à documenter l'entrepreneuriat social, mais plusieurs défis doivent être dépassés pour améliorer encore la connaissance de ce phénomène. Le manque de données statistiques fiables – et comparables à l'échelle mondiale – sur l'ampleur du phénomène et sa contribution à la création de valeur économique et sociale reste une faiblesse. Soulignons les efforts à cet égard des offices nationaux de statistiques, d'Eurostat, et le développement dans certains pays de comptes satellites¹⁰ pour les institutions sans but lucratif¹¹.

Au-delà des chiffres, une compréhension fine des contextes d'émergence de l'entrepreneuriat social, de ses réalités et des conditions de sa diffusion, se révèle essentielle pour soutenir son développement. L'évaluation de son impact social doit aussi être renforcée pour appréhender sa contribution dans la transition écologique, économique et sociale et démontrer la plus-value des réponses qu'il apporte. À cet égard, des initiatives telles que le Better Entrepreneurship Policy Tool¹², ou l'action "Promoting Social and Solidarity Economy Ecosystems" menée par l'OCDE avec le soutien financier de l'UE, dans les pays membres de l'UE et 6 pays hors-UE, seront utiles pour révéler le plein potentiel de l'entrepreneuriat social comme levier d'un développement plus inclusif et durable.

1. OCDE/EU (2017), *Boosting Social Enterprise Development: Good Practice Compendium*, OECD Publishing, Paris. <http://www.oecd.org/cfe/leed/events-and-publications-on-social-economy.htm>

2. European Commission (2020), *Social enterprises and their ecosystems in Europe. Comparative synthesis report*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

3. <http://www.emes.net>

4. <http://www.ciriec.uliege.be>

5. <https://www.iap-socent.be/icsem-project>

6. CIRIEC (2017), *Recent evolutions of the Social Economy in the European Union*, European Economic and Social Committee, European Union, Brussels.

7. Voir par exemple les Policy Reviews "Boosting social entrepreneurship and social enterprise development" publiés par l'OCDE sur l'Estonie (2020 - <https://doi.org/10.1787/8eab0aff-en>), la Lituanie (2019 - <https://doi.org/10.1787/5d21c6ef-en>) et la République de Serbie (2013 - <https://doi.org/10.1787/5k3z6lswcwl-en>).

8. Institut de la statistique du Québec (2019), *L'économie sociale au Québec. Portrait statistique 2016*, Québec, Institut de la statistique du Québec (disponible en ligne).

9. OCDE (2018), *Job Creation and Local Economic Development 2018: Preparing for the Future of Work*, OECD Publishing, Paris.

10. Un compte satellite est un cadre de présentation des données de l'économie d'un domaine particulier en relation avec l'analyse économique globale du cadre central de la comptabilité nationale. (www.insee.fr)

11. OCDE (2017), *Towards Satellite Accounts for Third Sector and Social Economy: challenges and opportunities. Concept Note, Working seminar co-organised by the European Commission and the OECD, Paris, 16 octobre 2017*. <https://www.oecd.org/cfe/leed/working-seminar-on-satellite-accounts.htm>

12. L'outil "Better Entrepreneurship Policy", développé par l'OCDE et l'Union Européenne permet d'évaluer l'écosystème et de déterminer si les politiques et programmes actuellement en place favorisent la création et le développement d'entreprises sociales. <http://www.betterentrepreneurship.eu>.

Julie Rijpens

Policy Analyst, Social Economy and Innovation Unit &

Antonella Noya

Head, Social Economy and Innovation Unit
OECD

PACT FOR IMPACT, UNE ALLIANCE MONDIALE AU SERVICE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET INCLUSIVE

En juillet 2019 s'est tenu à Paris le sommet de lancement de Pact for Impact, une alliance mondiale pour l'économie sociale et inclusive. La raison d'être de cette initiative ? Le constat que face aux défis économiques, sociaux, environnementaux et démocratiques d'aujourd'hui, il est essentiel d'accélérer le développement d'une économie plus inclusive, ancrée au cœur des territoires. Pour cela, il était également essentiel de faire converger les acteurs et les réseaux déjà engagés dans cette démarche avec un nombre important de gouvernements, dans une même volonté de reconnaissance d'une autre économie plus durable.

Ce premier sommet, sous le haut patronage du Président de la République et labélisé G7, a

abouti à la signature du Manifeste mondial Pact for Impact¹. Composée des Etats, d'organisations internationales, de collectivités locales, d'experts et d'universitaires, de médias, d'entreprises et d'organisations de l'économie sociale et inclusive, cette coalition permettra le développement de programmes thématiques (conseil, développement de connaissance et échange de bonnes pratiques dans différents domaines : législation, financements/investissements, amorçage et changement d'échelle, tech for good, égalité femme-homme, etc.).

La coalition s'est également donné comme objectif la réalisation d'actions concrètes, comme la création d'une ligue internationale des incuba-

teurs d'entreprises sociales. Politiquement, cette alliance vise à porter l'économie sociale et inclusive au plus haut de l'agenda international, et à démontrer que cette économie peut contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable. Enfin, elle travaillera à l'adoption d'une résolution à l'ONU afin de reconnaître le concept d'économie sociale et ainsi permettre son développement à travers des outils règlementaires mais aussi financiers.

1. <https://pact-for-impact.org/wp-content/uploads/2019/07/Manifeste-Pact-for-Impact.pdf>

Sarah Prince-Robin

Conseillère diplomatique
Haut-Commissariat à l'ESS et à l'Innovation sociale

JEAN MOREAU (PHENIX, CO-PRESIDENT DU MOUVES) : "MA CONVICTION, C'EST QUE LES ENTREPRISES À IMPACT SONT LES MIEUX POSITIONNEES POUR LA REPRISE"



La crise sanitaire a engendré de nombreuses problématiques immédiates (besoin de matériel et de masques, difficultés accrues pour les personnes en situation de précarité, etc.). Comment les entreprises sociales ont-elles pris leur part dans la réponse à l'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie ?

Les entreprises à impact social et environnemental ont été au rendez-vous : ce sont elles qui ont produit des masques comme 1083, Le Slip Français et le collectif Savoir Faire Ensemble, Vitamine T et les masques "Résilience". Ce sont aussi elles qui ont continué à nous fournir des aliments de qualité via des circuits de proximité avec par exemple Comptoirs de campagne, Rutabago, ou La Ruche Qui Dit Oui. Des entreprises sociales comme Alenvi et Logivitaë gèrent également des établissements pour personnes âgées, avec des salariés fidèles en première ligne.

Elles se sont mobilisées aussi pour soutenir le personnel soignant. C'est le cas d'AssoConnect via l'initiative #ProtègeTonSoignant, du collectif entre MicroDon, Ulule et La Croix-Rouge ou encore de l'initiative des Paniers Solidaires. Elles se sont aussi investies pour l'engagement dans la solidarité des salariés des grands groupes (Wenabi, Vendredi, etc.).

Je prendrai enfin l'exemple de l'association Banlieues Santé, qui a sensibilisé sans relâche au sujet des

Co-fondateur et président de Phenix, co-président de Tech For Good France et du Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves), Jean Moreau est l'invité du Baromètre. Rôle des entrepreneurs sociaux face à la crise, monde d'après... entretien avec un entrepreneur engagé.

gestes barrières dans les quartiers. Les entreprises sociales démontrent qu'il est possible de faire autrement, et que ceux qui le font depuis des années s'en sortent d'ailleurs très bien : la preuve en est désormais faite !

La crise sanitaire a et va aussi avoir de lourdes conséquences économiques. Quel impact pour les entreprises sociales et les perspectives de développement du secteur ? Comment faire face ?

J'observe avec bonheur que plusieurs entreprises sociales ont su boucler des levées de fonds pendant cette période compliquée, leur permettant de tenir et de se projeter (Gifts for Change, AssoConnect, Chance, Spareka, Castalie, etc.). Cela n'est pas une fin en soi mais, en temps de crise : "Cash is king !". Comme toutes les entreprises, celles qui sont en mal de trésorerie vont passer par des phases difficiles.

C'est là que l'Etat doit intervenir, et il le fait, avec différents dispositifs de soutien comme l'activité partielle ou les prêts garantis. Mais il pourrait faire encore davantage, notamment si la Banque Publique d'Investissement consacrait autant d'efforts et de moyens au secteur de la transition sociale et environnementale qu'au secteur tech traditionnel. A défaut, il faudrait créer une Banque Publique de la Transition, et en parallèle, orienter une partie des aides d'Etat et du plan de relance vers des entreprises vertueuses.

Ma conviction, c'est que les entreprises à impact positif seront les mieux positionnées pour la reprise, car leurs services et leurs missions correspondent aux attentes non seulement des consommateurs, mais aussi des travailleurs, des talents de la jeune génération, et des financeurs. Toutes les conditions me paraissent réunies pour un passage à l'échelle du secteur.

En provoquant un moment de rupture, cette crise remet fortement en question le fonctionnement économique de

nos sociétés. Comment les entreprises sociales peuvent-elles montrer la voie pour un "monde d'après" différent, plus durable, plus solidaire ?

Le moment que nous traversons constitue à mes yeux une opportunité pour la transition. La crise a permis de poser des questions qu'on ne posait jamais et de donner la parole à ceux que l'on n'écoutait presque pas, pourtant "en première ligne". De nouveaux récits communs vont émerger, dans lesquels les entreprises aspirent à accroître leur utilité. Si certains y voient une attitude conjoncturelle, moi je pense plutôt qu'il s'agit d'une tendance de fond, présente avant la crise, et qui va s'accélérer avec celle-ci.

Quand des entreprises comme Lita.co montrent qu'il est possible de démocratiser la finance responsable, les grandes banques viennent taper à la porte pour savoir comment s'en inspirer. Quand Hopaal apporte la preuve qu'on peut produire plus local et responsable, les mastodontes du textile envisagent de redimensionner leur appareil de production. Danone, qui est entrée au capital de Phenix en février dernier, vient pour sa part de devenir la première "entreprise à mission" cotée. On ne peut qu'espérer que cela inspire les 39 autres entreprises du CAC 40.

Des drames comme celui du Rana Plaza ne peuvent plus arriver. Les consommateurs français sont prêts à payer quelques euros de plus pour s'en assurer. Toutes les entreprises et notamment les grands groupes devront s'approprier ces logiques et ces modèles pour ne pas perdre leurs parts de marché. C'est ce qui va permettre, à terme, une vraie transformation de l'ensemble de l'économie.

Quel rôle les entrepreneurs sociaux entendent-ils jouer dans la relance ? Comment faire entendre leur voix pour définir ce que doit être l'économie de demain ?

L'urgence est à la relance par la transformation sociale et environne-

mentale et à l'évolution vers un nouveau modèle d'entreprise. Profitons-en pour faire de l'entrepreneuriat à impact le nouveau standard, la norme de demain !

Si l'Etat saisit cette opportunité unique de repenser le modèle économique de notre société toute entière pour le rendre plus résilient, plus durable, alors cette transition sera profitable à notre secteur, mais surtout à la société dans son ensemble. Il s'agit d'encourager la création d'entreprises qui se mettent réellement au service du bien commun, des "licornes vertes" qui viendront remplacer les entreprises à externalités négatives.

L'Etat doit se comporter réellement comme une boussole de l'intérêt général, et ne pas simplement se poser en financeur de l'économie sociale. Il doit aussi assumer une logique d'exemplarité, en augmentant par exemple la pondération des critères sociaux et environnementaux dans ses appels d'offres. À terme, il pourrait même moduler le taux d'imposition des entreprises en fonction de leur impact.

Pour faire entendre notre voix, il nous faut joindre nos forces, nous coaliser pour peser. Avec Eva Sadoun, qui co-préside le réseau Tech For Good France avec moi, nous venons d'être élus Co-Présidents du Mouves, le Mouvements des Entrepreneurs Sociaux. Dans les prochains mois, nous comptons rapprocher ces deux mouvements. Notre objectif est de bâtir une alternative sociale et écologique au MEDEF, pour faire ensemble le pari de la transition. Nous voulons pour cela créer des ponts entre les différentes entités de l'économie à impact positif pour peser sur les politiques et dans les médias. C'est comme ça qu'on changera les choses, en parlant d'une seule voix.

Propos recueillis par
Carine Valette

*Responsable de la communication
et des publications
Convergences*

EUROPE : LES ENTREPRENEURS SOCIAUX S'ENGAGENT POUR UNE ECONOMIE PLUS DURABLE

L'entrepreneuriat social contribue au développement d'une Europe sociale et durable en créant des emplois à haute valeur ajoutée, en apportant des innovations sociales, en luttant contre la pauvreté et en contribuant à répondre à la transition écologique. Alors, comment les entreprises sociales européennes contribuent-elles concrètement à préserver l'environnement et à lutter contre le changement climatique ? Aires protégées, agriculture, alimentation, économie circulaire... Le Baromètre vous propose un tour d'horizon d'entreprises sociales engagées pour la planète sur tout le continent.

SIRPLUS - ALLEMAGNE

SIRPLUS est une start-up à impact créée par Raphaël Felmer. Elle opère dans toute l'Allemagne et s'engage à lutter contre le gaspillage alimentaire. SIRPLUS remet en circulation les invendus alimentaires en les vendant dans ses cinq magasins berlinois appelés "Rettermärkte" (c'est-à-dire "marchés de secours") et via sa boutique en ligne. En travaillant directement avec 700 producteurs et grossistes, la start-up est en mesure de sauvegarder les aliments qui ne sont pas collectés par les banques alimentaires ("Tafeln"). Depuis 2017, SIRPLUS a sauvé plus de 3 000 tonnes de nourriture et a touché 15 millions de personnes. Cette entreprise sociale répond aux enjeux liés au gaspillage alimentaire et encourage la société, la politique et l'économie à réinventer leur relation à la production et à la consommation alimentaires. Avec ses clients et ses partenaires, SIRPLUS entend apporter une contribution importante à la consommation durable et à la protection du climat.



SLOW FOOD - ITALIE

Un petit groupe de militants mené par Carlo Petrini a lancé Slow Food en Italie dans les années 1980, dans le but de protéger les cultures alimentaires locales et de promouvoir un rythme de vie sobre. Slow Food touche aujourd'hui des millions de personnes dans plus de 160 pays, qui œuvrent à ce que chacun ait accès à une nourriture à la fois bonne pour soi, bonne pour ceux qui la cultivent et bonne pour la planète. Slow Food promeut la durabilité en défendant la biodiversité alimentaire, en encourageant le changement de comportement et l'échange de connaissances, et en portant son message auprès des secteurs privé et public. Depuis sa création, l'organisation a lancé plus de 3 300 jardins potagers en Afrique, des centaines d'autres dans les écoles du monde entier et a créé 69 marchés de producteurs autour du globe. Slow Food travaille également avec plus de 1 100 cuisiniers et 585 groupes de producteurs dans le monde entier pour défendre la biodiversité alimentaire.



SOLACE - POLOGNE

Solace est une entreprise technologique créée en 2016 par Bartlomiej Glowacki, entrepreneur, et Piotr Pokorski, architecte. Ensemble, ils ont développé la Solace House, une maison individuelle "passive", dont la production peut s'échelonner rapidement. Ces bâtiments à très faible consommation d'énergie produisent au moins autant d'énergie qu'ils n'en consomment et n'en nécessitent donc que peu pour le chauffage ou le refroidissement des locaux. L'utilisation d'une installation photovoltaïque pour un espace de vie optimisé permet de produire suffisamment d'énergie pour toute l'année. Comme toutes les installations sont alimentées par l'électricité produite, les clients n'ont pas de charges à payer pour leur utilisation du bâtiment. Grâce à ses propriétés, à l'optimisation de l'énergie et à son prix, la Solace House a le potentiel d'aider les Européens les plus vulnérables à sortir de la précarité énergétique. Elle peut contribuer à améliorer notre impact sur l'environnement et porte l'ambition de devenir le bâtiment résidentiel de haute qualité le moins cher d'Europe, à la fois sans émission, neutre en carbone, autosuffisant en énergie et prêt à être recyclé à 80 %.



KOGAYON - ROUMANIE

Kogayon est une initiative de scientifiques locaux menée par Florin Stoican. Elle a été créée en 2003 afin de préserver le patrimoine naturel et culturel de la région d'Oltenia de sub Munte, en Roumanie, et de trouver de nouvelles solutions pour le développement durable de la région. Dans cette partie du pays, Kogayon a fondé et gère le parc national de Buila-Vanturarita, l'un des 13 parcs nationaux de Roumanie.

Plus, de 25 projets ont été réalisés dans la région, tous basés à 100% sur le volontariat. Les projets englobent la conservation de la nature, la recherche, l'éducation écologique, la promotion et le développement de la région.

On estime que le retour sur investissement pour la région est 100 fois plus important que l'investissement initial de 300 000 euros de Kogayon. L'association travaille actuellement avec les communautés locales et toutes les parties prenantes concernées pour trouver le meilleur modèle de développement durable applicable, et cherche à obtenir le statut de géo parc de l'UNESCO pour la région d'Oltenia de sub Munte.



ANATOLIAN GRASSLANDS - TURQUIE

Alors que la Turquie rurale a perdu une partie de la productivité de ses sols en raison de pratiques agricoles non durables, sa population jeune migre vers les grandes zones urbaines,

ne laissant personne pour empêcher la dégradation des terres et de l'écosystème. Préoccupée par cette situation, l'entreprise sociale Anatolian Grassland, créée par Durukan Dudu, offre une nouvelle perspective pour l'agriculture et la vie rurale. Elle démontre la pertinence des techniques agricoles régénératives, notamment l'utilisation efficace de l'eau, le soutien aux pratiques centrées sur les animaux, les races locales et la réversion de la dégradation des terres. L'approche d'Anatolian Grasslands permet également aux agriculteurs locaux et aux jeunes d'adopter des modèles socio-économiques innovants, par exemple avec l'initiative SafiMera, qui est un modèle de production et de distribution alimentaire socialement équitable et écologiquement régénératif. Au-delà de la durabilité, le travail d'Anatolian Grasslands contribue à atténuer les effets du changement climatique, à renforcer la résilience et à améliorer les relations entre l'Homme et la nature afin de construire des communautés agricoles rurales plus efficaces et, à terme, de remodeler les paysages ruraux en Turquie.

BOÎTE À OUTILS

Accompagnement et conseil

Better entrepreneurship policy tool : un outil en ligne créé par la Commission européenne en partenariat avec l'OCDE, qui offre aux autorités publiques et aux acteurs de terrain des recommandations pour les accompagner dans le développement de politiques et de programmes favorisant le développement de l'entrepreneuriat social.

Social enterprises and their ecosystems in Europe : un rapport qui présente les différents contextes juridiques de 16 Etats membres de l'Union européenne ayant développé des cadres légaux spécifiques pour les entreprises sociales et propose des recommandations pour accompagner le développement des entreprises sociales en Europe.

Programmes de financements

EaSI : le programme européen EaSI offre une garantie de paiement aux intermédiaires financiers soutenant des entreprises sociales afin de faciliter les levées de fonds privés.

European social catalyst fund (ESCF) : le ESCF est une initiative soutenue par l'Union européenne, qui offre un soutien financier aux entreprises et innovations sociales et les accompagne dans leur changement d'échelle.

Fonds européen pour les Investissements Stratégiques (EFSI) : l'EFSI offre aux entreprises sociales travaillant dans les secteurs de l'infrastructure, de la recherche et de l'innovation, de l'éducation, de la santé et des technologies de l'information et de la communication des garanties financières afin de faciliter leur levée de fonds privés.

Fonds social européen (FSE) : le FSE soutient la création d'entreprises sociales en les aidant à trouver des financements et en les accompagnant dans le développement de leurs stratégies de croissance.

CES CITOYENS-ENTREPRENEURS QUI GUIDENT L'EUROPE VERS LA TRANSITION ENERGETIQUE



© Ecopower

L'Europe connaît une transition énergétique accélérée. D'une production d'énergie polluante, centralisée et basée sur des combustibles fossiles et nucléaires importés, elle se dirige vers une production d'énergie plus décentralisée, basée sur des sources d'énergie propres, locales et renouvelables. Au cours de la prochaine décennie, cette évolution transformera fondamentalement notre économie, notre mode de vie et notre société dans son ensemble, et ce pour le mieux. La mobilité électrique transformera les transports, les nouveaux bâtiments produiront la majeure partie de l'énergie dont ils ont besoin, les anciens bâtiments seront adaptés à de nouvelles normes ou remplacés. Cela permettra de réduire les besoins de chauffage et de climatisation, les besoins restant pouvant être alimentés grâce aux énergies renouvelables, à des réseaux de chaleur, ou encore avec de l'énergie générée à partir de déchets agricoles et industriels.

L'entrepreneuriat social a un rôle crucial à jouer dans la transition énergétique de l'Europe. Alors que les gouvernements ont souvent besoin de temps pour se mettre d'accord sur de nouvelles mesures, les citoyens, en tant qu'entrepreneurs sociaux, ont un énorme potentiel pour conduire cette transition et doivent donc être au centre de celle-ci. Ce n'est pas quelque chose de nouveau. Au cours de l'électrification de l'Europe, les zones rurales, isolées et montagneuses ont souvent été laissées pour compte par des entreprises à but lucratif. Les citoyens, les agriculteurs et petites entreprises ont dû trouver des solutions ensemble ou s'en sont remis aux autorités locales. En Allemagne par exemple, pas moins de 6 000 coopératives de distribution d'électricité ont été créées entre 1885 et 1932. Seule une cinquantaine d'entre elles ont survécu à la centralisation et à la nationalisation sous le nazisme, le communisme et dans le cadre du système néo-libéral actuel¹, principalement dans les zones montagneuses où elles avaient le contrôle de leur propre production d'énergie. Au cours des 20 dernières années, plus de 800 nouvelles coopératives énergétiques ont été créées en Allemagne, principalement axées sur la production d'énergie renouvelable.

Grâce aux citoyens, la transition énergétique peut renforcer l'économie locale et la démocratie

La transition énergétique représente une opportunité de recentrer le développement économique sur la construction d'économies plus durables, circulaires, locales et régionales. La mondialisation, alimentée par des combustibles fossiles polluants, a principalement favorisé les intérêts des grandes multinationales et a déstabilisé les économies locales, si bien que de nombreux citoyens se sentent impuissants et laissés pour compte. Les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique offrent aux citoyens et aux entreprises de nouvelles opportunités et de nouveaux avantages, surtout s'ils sont réalisés au niveau local. L'énergie décentralisée contribue également à lutter contre la précarité énergétique, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Le potentiel d'investissement citoyen

Pour un petit Etat membre de l'UE comme la Belgique, on estime que la transition énergétique nécessitera des investissements compris entre 300 et 400 milliards d'euros jusqu'en 2050. Mais les Belges disposent ensemble d'environ 275 milliards d'euros d'épargne dormante dans les banques, qui pourraient être investis localement. De tels investissements pourraient créer entre 20 000 et 60 000 emplois et permettre à l'économie belge d'économiser jusqu'à 20 milliards d'euros par an, en évitant l'importation de gaz, de pétrole, de charbon et d'uranium².

En effet, on estime que le rendement pour l'économie et les communautés locales est jusqu'à huit fois plus élevé si les installations de production d'énergie renouvelable appartiennent aux citoyens, aux communautés énergétiques locales ou à des PME³. En particulier, les revenus provenant de la production locale d'énergie renouvelable peuvent constituer un apport pour réaliser les investissements nécessaires en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments. Cette propriété locale de la production d'énergie contribue non seulement à la relance de l'économie des zones rurales, mais elle permet également aux citoyens de s'impliquer. Elle a donc le potentiel de renforcer non seulement l'économie, mais aussi le modèle démocratique européen.

Revitaliser les zones rurales grâce à la transition énergétique : l'exemple de Güssing

En 1988, Güssing (4 000 habitants), une petite ville d'Autriche, n'avait pas d'industrie ou de commerce important. Elle est aujourd'hui prospère grâce à une transition conséquente vers les ressources renouvelables locales. Là où on aurait pu craindre un taux de chômage élevé, plus de 1 000 emplois ont été créés. La facture annuelle de 6 millions d'euros pour les combustibles fossiles importés a été transformée en revenus de 14 millions d'euros provenant de la production locale d'énergie renouvelable. Dans une logique d'exemplarité, la municipalité a réduit ses dépenses énergétiques de près de 50 % grâce à une politique d'efficacité énergétique, et les citoyens et les entreprises ont suivi. Ils ont ensuite réussi à éliminer complètement l'utilisation de combustibles fossiles importés, et ont redirigé cet argent vers l'économie locale, en utilisant leurs propres sources d'énergie renouvelable. À l'instar de Güssing, plus de 15 régions autrichiennes sont désormais indépendantes sur le plan énergétique en matière d'électricité, de chauffage et/ou de transports⁴.

En adoptant les nouvelles directives du paquet "Energie propre" en 2019, l'Union européenne place enfin ses citoyens au cœur de la transition énergétique. Elle reconnaît les communautés énergétiques comme une clé de l'acceptation sociale de la transition énergétique. Chaque Etat membre de l'UE doit maintenant mettre en place un cadre juridique favorable aux communautés énergétiques et supprimer les obstacles⁵ qu'elles rencontrent actuellement, afin que les citoyens, les petites municipalités, les villes, les entreprises locales et les communautés énergétiques puissent s'approprier la transition énergétique et mettre en pratique cette politique d'énergie propre pour tous les Européens.

1. Holstenkamp, L. (2013). *The Rise and Fall of Electricity Distribution Cooperatives in Germany*, document présenté lors de la "Conférence sur les systèmes coopératifs", Bolzano, 9 novembre 2012.

2. Devogelaer, D., Duerinck, J., Gusbir, D., et al (2013). *Vers une énergie 100 % renouvelable en Belgique d'ici 2050*. https://emis.vito.be/sites/emis.vito.be/files/articles/1125/2013/Rapport_100_procent_Duurzame_Energie.pdf

3. Institut des technologies énergétiques décentralisées. *Création de valeur régionale dans l'industrie éolienne en utilisant l'exemple du nord de la Hesse*. <http://www.erneuerbareenergien.de/local-added-value-from-a-community-wind-farm/150/437/9624/>

4. Guevara-Stone, L. (2013). *Güssing, Autriche, alimenté entièrement par des énergies renouvelables*, 16 octobre 2013 par le Rocky Mountain Institute. <https://cleantechica.com/2013/10/16/renewable-energy-powered-austrian-town-gussing/>

5. *Par exemple : obstacles réglementaires et administratifs injustifiés, traitement discriminatoire, procédures et frais de licence et d'enregistrement injustes, non proportionnés et non transparents, absence d'outils pour faciliter l'accès au financement et à l'information, absence d'accès à la transition pour les citoyens vulnérables, à faible revenu, locataires, ou absence de soutien à la collaboration/engagement entre les municipalités/autorités locales et les communautés.*

ENERGIE : LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CONTRE LA PRECARITE, MEME COMBAT



une maison économique

Facture de chauffage divisée par 4 à 8 et plus de pouvoir d'achat en 15 ans



une maison re-valorisée

Plus-value sur la valeur patrimoniale et une maison plus belle



une maison saine

Un air plus pur et une santé préservée



une maison confortable

Chaude en hiver et fraîche en été



une maison écologique

Division des émissions de gaz à effet de serre

Comment faire de la rénovation énergétique une solution pérenne pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux ? Comment rénover les 8 millions de logements qui constituent des passoires énergétiques en France et sortir 5,6 millions de Français de la situation de précarité énergétique¹ dans laquelle ils se trouvent ?

Dorémi, agréée entreprise solidaire d'utilité sociale par l'État, est issue de l'institut négaWatt, lui-même spécialisé dans la transition écologique. Experte de la rénovation énergétique, Dorémi déploie un dispositif répliquable, qui a fait ses preuves, et qui s'appuie sur trois piliers pour conjuguer impact social et impact environnemental.

1. La rénovation "complète" (une seule étape de travaux) et performante

Contrairement aux pratiques majoritaires actuelles, la rénovation complète et performante d'une maison est aujourd'hui la seule qui permet réellement de voir s'effondrer ses consommations de chauffage (division par 4 à 8). Elle consiste à réaliser de façon groupée l'ensemble des travaux nécessaires : installation simultanée des menuiseries, d'une ventilation et d'un chauffage performants, isolation des murs, du sol et de la toiture. Après travaux, la maison est saine, confortable et économe. À l'inverse, les rénovations en plusieurs étapes génèrent des pathologies (moisissures, intoxication, froid, pont thermique, etc.) et ne permettent qu'une baisse temporaire de la

facture de chauffage, qui redevient la même en moins de dix ans : reprendre de nouveaux travaux est alors beaucoup moins rentable.

2. La sortie de la précarité énergétique

Dorémi permet de rendre accessible au plus grand nombre la rénovation performante. Aujourd'hui, entre 45 et 65% des ménages accompagnés par l'entreprise sont des ménages considérés comme "modestes" à "très modestes" au sens de l'Agence Nationale de l'Habitat. Pour atteindre ces publics et répondre au mieux à leurs besoins, Dorémi a fait le choix de travailler main dans la main avec les collectivités territoriales, partenaires et acteurs locaux de la rénovation, qui accompagnent l'ensemble des ménages dans la construction de leur plan de financement. Objectif : transformer la facture de chauffage en mensualité de prêt d'un montant équivalent (voir graphique ci-dessous). Cela requiert une maîtrise des coûts de travaux – rendue possible par une approche globale des rénovations –, la mobilisation de l'ensemble des aides financières disponibles, et le contrôle de la performance.

3. Dynamiser l'économie locale

Seuls les artisans locaux sont assez nombreux pour rénover massivement les 8 millions de maisons individuelles qui en ont besoin. Les artisans, formés sur chantier par des formateurs-experts, s'appuient sur des outils simples et éprouvés pour traiter

ensemble et de façon méthodique les points essentiels à la performance énergétique. Ils proposent une rénovation de qualité à coûts maîtrisés. Permettre aux ménages de consommer moins d'énergie est une opportunité pour un territoire de diminuer ses importations de gaz, de pétrole, d'électricité et de favoriser l'emploi local.

Grâce à la rénovation performante et à de nombreux soutiens², Dorémi réconcilie aujourd'hui la lutte contre la précarité et contre le réchauffement climatique avec l'économie locale, en transformant des factures de chauffage en investissements locaux, sans perte de pouvoir d'achat des ménages. Et ce n'est que le début : via le programme de certificat

d'économie d'énergie Facilaréno, soutenu par le Ministère de la transition écologique, l'entreprise sociale a pour objectif de rendre accessible la rénovation performante à 10% au moins de la population française en 2021, en formant 250 groupements d'artisans.

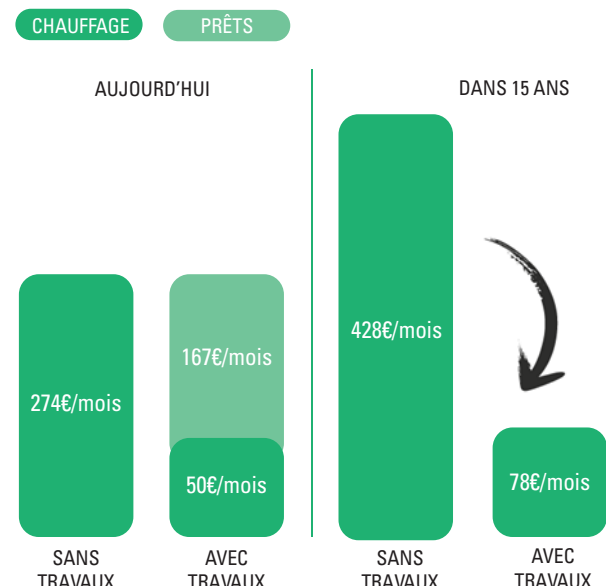
1. "Pour quantifier plus précisément la précarité énergétique, il est d'usage de comptabiliser les ménages qui consacrent plus de 10 % de leurs revenus aux dépenses d'énergie dans le logement". Source Ademe, Observatoire de la précarité énergétique.

2. Notamment : Ashoka, MAIF Investissement Social et Solidaire, Schneider Electric Energy Access, France Active Investissement, et 500 investisseurs citoyens via Wiseed.

Vincent Legrand
Directeur général &

Julie Lambert
Responsable communication
Dorémi

ESTIMATION DU COÛT DU CHAUFFAGE PAR MOIS



Les avantages sont nombreux : maison économique, saine et confortable été comme hiver, revalorisée et écologique (exemple issu d'un cas concret à Valence).

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, UN ENJEU MAJEUR POUR L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL



© Cooperativa Sociale Risorsa

Le WWF calcule chaque année le “jour du dépassement”, c’est-à-dire le jour de l’année à partir duquel l’humanité consomme plus de ressources que ce que la Terre peut régénérer en un an. Depuis les années 1970, la situation se dégrade : en 1998, le jour du dépassement avait lieu le 30 septembre, en 2019 c’était le 29 juillet. Pour la France, c’était le 15 mai.

D’une économie linéaire à une économie circulaire

Dans ce contexte, il existe une prise de conscience croissante sur le fait que l’économie linéaire (basée sur le paradigme : extraction de ressources naturelles – production de biens matériels – usage – production de déchets) est insoutenable et épuise les ressources naturelles non renouvelables de notre planète. Par ailleurs, la rareté croissante de ressources critiques (par exemple les métaux rares) représente un risque important pour de nombreuses entreprises en raison de la perturbation du marché, de l’augmentation des coûts et du risque de réputation.

Au contraire de l’économie linéaire, l’économie circulaire, qui vise à réduire la consommation de ressources naturelles non renouvelables et à minimiser la production de déchets, peut être considérée comme un moyen durable de répondre aux be-

soins de l’humanité tout en respectant les limites de la planète. Il s’agit d’optimiser l’usage des ressources et des produits, notamment en formant des boucles dans les chaînes de production et de consommation : partage, réparation, réutilisation, remise en état, recyclage, etc. Cela passe souvent par la mise en place de circuits plus courts, d’activités plus locales. Cela fait également souvent appel à la mise en place d’activités de collecte, de tri, de remise en état dans les territoires. Sur tous ces aspects, les entreprises sociales peuvent apporter une valeur ajoutée significative, et être ainsi des acteurs majeurs de l’économie circulaire. Les exemples abondent en France, en Europe ou ailleurs.

Le cas de la lutte contre le gaspillage alimentaire est un bon exemple et constitue un volet essentiel de l’économie circulaire dans un contexte où, selon la FAO (Food and Agriculture Organization), environ un tiers des aliments destinés à la consommation humaine sont perdus tout au long de la chaîne de valeur¹. En France, l’entreprise sociale Phenix parvient par exemple à sauver environ 100 000 repas chaque jour, grâce à la valorisation des invendus de 3 500 entreprises et commerces partenaires sous la forme de vente à prix réduit, de dons à des associations, de dons pour l’alimentation animale, de compostage, etc. De son

côté, alors qu’on estime que 30% des fruits et légumes en France ne sont pas commercialisés pour des défauts esthétiques, le restaurant Simone Lemon s’attaque au gaspillage alimentaire en imaginant sa carte à partir de fruits et légumes “hors calibre”, habituellement mis de côté, et en facturant les plats au poids.

Une nouvelle vie pour les déchets et les objets usagés

Donner une nouvelle vie aux objets usagés est un autre levier de l’économie circulaire qui peut concerner différents types de biens. En France, Recommerce est ainsi un pionnier de la reprise, du reconditionnement et de la vente de téléphones usagés, là où LemonTri trie et revalorise plus de 30 déchets différents (néons, bois, capsules...). En Italie, Vesti Solidale du Consorzio Farsi Prossimo qui récupère des ordinateurs et des imprimantes d’entreprises, les remet en état et les revend en faisant travailler des personnes en situation de précarité.

D’autres entreprises sociales aident certaines organisations à valoriser leurs déchets et coproduits. Ainsi, Cèdre collecte et recycle les déchets de bureau, en faisant travailler des personnes en situation de handicap. ATF Gaia recycle les équipements informatiques. Qarnot computing utilise la chaleur dégagée par les serveurs informatiques pour chauffer des bâtiments.

Plusieurs entreprises sociales travaillent spécifiquement pour des entreprises ou des pouvoirs publics sur tous types de travaux liés à l’environnement nécessitant une haute intensité de main d’œuvre, notamment des travaux de collecte, de tri, de réemploi et de recyclage de déchets : c’est le cas de Retrial en Belgique, de Cooperativa Sociale Risorsa et de Consorzio Fantasia en Italie.

Toutes ces initiatives démontrent qu’il existe des alternatives concrètes à l’économie linéaire. De nombreuses entreprises sociales, au plus près des territoires et des besoins locaux, s’emparent de cet enjeu et permettent aux particuliers ou aux organisations de réduire leur consommation de ressources et leur production de déchets. Le passage global d’une économie linéaire à une économie circulaire n’en est qu’à ses débuts. L’entrepreneuriat social a un rôle majeur à jouer dans cette transformation de nos modes de production et de consommation.

1. <http://www.fao.org/food-loss-and-food-waste/fr/>

Sébastien Soleille
Responsable Groupe

Transition énergétique et environnement

Claudia Belli

Responsable Groupe

Entrepreneuriat social et microfinance

BNP Paribas



STRUCTURER LA FILIERE DU MOBILIER EN ECONOMIE CIRCULAIRE : RETOUR D'EXPERIENCE

Eco-conception, réemploi, up-cycling!... Alors que chaque année, plus de 2 millions de tonnes de meubles sont jetées en France², des structures de l'ESS ont décidé de s'emparer de la question de la seconde vie du mobilier. Si elles font preuve d'agilité et de créativité, elles ont pourtant besoin d'accompagnement dans la structuration de leur filière afin de consolider leur chaîne de valeur et se mettre en réseau avec les autres acteurs existants.

Entièrement aménagée avec du mobilier issue de l'économie circulaire, la Maison des économies solidaires et innovantes a montré qu'il était possible d'aménager un lieu de plus de 1000m² sans utiliser de nouvelles matières premières... et avec goût ! Une vingtaine de structures ont participé à l'aménagement de ce lieu emblématique, ce qui a permis l'émergence d'un premier écosystème francilien autour de l'aménagement responsable.

Malgré l'enthousiasme croissant des acheteurs pour le mobilier durable, ces structures rencontrent des freins qui empêchent leur changement d'échelle : difficulté d'approvisionnement pérenne en matériaux de récupération, manque de zones de stockage pour les entreposer, réglementation contraignante liée au statut des déchets, mauvaise image des produits.

Pour répondre à ces enjeux, l'association Les Canaux, en partenariat avec l'éco-organisme Valdelia, a lancé le Booster circulaire, le premier programme visant la structuration de la filière du mobilier fabriqué et designé en économie circulaire. Objectifs : favoriser l'émergence de nouveaux producteurs, développer le chiffre d'affaires du secteur et mettre en réseau les acteurs de cette filière. Rejoint par l'Ameublement français (la filière professionnelle des fabricants d'ameublement), ce

programme mobilise une trentaine de partenaires engagés autour d'une économie plus durable et vertueuse : collectivités, institutions, grandes entreprises, promoteurs immobilier et structures de l'économie circulaire.

Pour sa première édition, le Booster circulaire soutient 15 structures réparties sur l'ensemble du territoire national pendant 18 mois. Le programme les accompagne jusqu'à septembre 2020 dans le prototypage et la commercialisation d'une série de mobilier produit à partir de matériaux de récupération et dans le changement d'échelle de leur structure.

Et ça marche ! Dix prototypes ont abouti et seront présentés lors de la Paris Design Week en septembre 2020 et dans une exposition design de 200m² au Grand Palais en juillet 2021. Des premiers marchés ont été remportés, notamment avec Paris 2024 pour meubler son nouveau

siège, avec des collectivités comme Meudon et Paris pour l'aménagement de bibliothèques, ou encore avec le CROUS de Paris pour sa première résidence étudiante en économie circulaire.

Le but à terme ? Faire de l'aménagement en économie circulaire la norme en appuyant des politiques publiques favorables au réemploi des matériaux et en promouvant l'ameublement en économie circulaire auprès de marchés publics et privés.

1. L'upcycling consiste à transformer des matières réutilisables (chutes de production, invendus, matériaux destinés à la benne) en produits ou matériaux à haute valeur ajoutée. Par exemple, l'entreprise Maximum fabrique des chaises à partir de chutes industrielles de plastique.

2. Données compilées à partir du Rapport annuel Déchet d'éléments d'ameublement, Ademe, 2017.

Les Canaux, Pour des économies solidaires et innovantes

L'ECONOMIE CIRCULAIRE, CATALYSEUR D'EMPLOIS ET VECTEUR D'INCLUSION

L'économie circulaire est en pleine croissance et son utilité environnementale n'est plus à démontrer. Ce qui est moins évident, c'est la façon dont cette nouvelle économie peut aujourd'hui être un vecteur d'inclusion sociale. D'ici 2030, 580 000¹ nouveaux emplois seront créés en Europe dans ce seul secteur. Mais comment en faire profiter les moins qualifiés, les actuels exclus du marché du travail ?

Depuis 2011, le projet de Lemon Tri est d'apporter des solutions concrètes et innovantes à des problématiques de tri, de collecte et de valorisation des déchets, avec une approche résolument inscrite dans l'économie circulaire. L'entreprise installe par exemple des bornes de collecte là où le tri est faible (bureaux, gares, espaces publics, etc.) ; elle recycle certains déchets qui étaient précédemment incinérés ou enfouis, faute de tri suffisant ou de filières industrielles existantes. Lemon Tri propose également des services pour réduire les déchets à la source et encourager la réutilisation, comme la consigne sur les emballages. Elle se

donne pour mission de faire disparaître la notion de "déchet".

En 2016, ce projet entrepreneurial a pris une dimension sociale beaucoup plus forte avec le lancement de Lemon Aide, une joint-venture sociale co-fondée avec la Fondation FACE et Danone, dédiée à l'insertion par l'activité économique. L'ambition de Lemon Aide est d'utiliser l'économie circulaire comme vecteur d'inclusion et ainsi de générer un triple impact : environnemental, social et économique. Une démarche qui anime les équipes et que plébiscitent fortement les clients et partenaires.

Les métiers de la logistique dans l'économie circulaire (collecte, tri, conditionnement) demandent assez peu de qualifications préalables et sont donc un sas idéal pour se (re)lancer dans une activité professionnelle. En même temps, parce qu'elle permet d'économiser des ressources rares, de faire "respirer" la planète, cette activité rend particulièrement fiers ceux qui l'exercent. Ce sont de plus des métiers non délocalisables,



© Lemon Tri

avec un impact positif direct à l'échelle locale.

Aujourd'hui, 60 salariés en situation préalable d'exclusion sont passés par ce programme tremplin. Le fait qu'il soit court – 6 mois – et très fourni en accompagnement et en formations, qui comptent pour 20% du temps de présence, le rend atypique et novateur. 75% des Lemon Aiders en sont ressortis avec un emploi

stable ou une formation professionnalisante. Nous sommes très fiers de ces résultats et souhaitons plus que jamais continuer à mobiliser nos énergies d'entrepreneurs pour accélérer ce développement.

1. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO_14_450

Augustin Jaclin
Co-fondateur,
Lemon Tri

ECOV : REINVENTER LA ROUTE POUR UNE MOBILITE DURABLE



© CAPF, F. Crépin

Ecov a été créée en 2014 pour répondre à un enjeu auquel aucun acteur public ou privé ne parvient aujourd'hui à répondre seul : la dépendance à la voiture individuelle dans les territoires périurbains et ruraux.

Quelques chiffres suffisent pour prendre conscience de l'ampleur du problème : aujourd'hui, le transport routier représente 29,7% des émissions de gaz à effet de serre en France¹, ainsi que 80% de la pollution de l'air, elle-même responsable de 48 000 morts par an². La voiture est utilisée pour 80% à 85% des déplacements dans les territoires périurbains et ruraux et le taux de remplissage moyen pour les trajets du quotidien est de 1,3 personne³.

Ces données témoignent de l'importance de réinventer les modes de déplacement au quotidien. Dans ce contexte, Ecov a pour ambition de généraliser l'usage du covoiturage. Derrière cet objectif, ce sont plusieurs formes de bénéfices inhérents à la transition écologique et solidaire qui sont recherchés : réduction des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de la qualité de l'air, accès à la mobilité pour tous, baisse de la part du transport dans le budget des ménages, ou encore création de lien social.

Pour mener à bien cette mission, Ecov concentre son action sur les territoires peu denses (périurbains et ruraux), et sur des espaces dans lesquels les transports en commun n'existent pas ou ne proposent pas un service en adéquation avec les besoins des citoyens.

"Covoiturer comme on prend le bus"

Dans ces territoires, la voiture individuelle représente souvent le seul moyen de se déplacer pour les trajets du quotidien. Aussi, loin de diaboliser cet usage, Ecov propose de le repenser pour passer d'un usage individuel de la voiture à un usage collectif. Il s'agit de créer un nouveau transport collectif, un nouveau service public, développé en partenariat avec les collectivités locales et co-construit avec les citoyens.

Le concept est simple. Après l'identification d'un besoin ou d'une problématique de mobilité par une collectivité (trafic congestionné, zones d'habitation ou d'emploi enclavées, publics en précarité de mobilité, etc.), Ecov identifie les axes de circulation pour lesquels une ligne de covoiturage serait pertinente, à des heures données ou bien toute la journée.

Par la suite, les points d'intérêt sur un axe défini sont mis en évidence :

une zone d'emploi, un parking relais, ou encore une station de ski. Ce sont dans ces lieux que des arrêts de covoiturage seront matérialisés par du mobilier urbain.

Concrètement, comment fonctionne le service ?

Un passager souhaitant se déplacer se rend à l'arrêt de covoiturage le plus proche de chez lui. Il y renseigne sa destination, par SMS, par une application mobile, ou encore par une assistance téléphonique. Celle-ci s'affiche sur un panneau lumineux situé en amont de l'arrêt de covoiturage. Quelques minutes plus tard, un conducteur qui va dans la même direction voit la demande sur le panneau ou sur son application mobile, s'arrête pour récupérer le passager et le dépose à l'arrêt souhaité.

Afin de s'assurer que ce service soit intéressant pour tous, un partage de frais est effectué entre les passagers et les conducteurs, le prix du service étant fixé par les collectivités locales, garantes de l'accessibilité financière du service. Toujours dans une optique d'accessibilité, et parce qu'un service public doit pouvoir être utilisé par tous, Ecov propose une solution mixte, qui comprend des supports numériques (application mobile, site internet)

mais aussi des supports physiques (panneaux lumineux, mobilier urbain) afin de s'adresser aussi bien aux 39% des français qui utilisent leur smartphone pour se déplacer⁴ qu'à ceux qui ne le peuvent pas.

Réinventer la route pour une mobilité durable

Au quotidien, l'équipe d'Ecov déploie ce nouveau service public main dans la main avec les élus et services techniques des collectivités, avec de part et d'autre une même motivation : l'intérêt général. Le projet est co-construit en phase étude, Ecov apportant son expertise sur le covoiturage, et les élus et services techniques des collectivités leur connaissance du territoire. Puis, tout au long de l'exploitation des lignes, le service est suivi pour adapter la stratégie d'animation, moduler les incitations financières, développer des solutions pour la desserte du dernier kilomètre, ou encore pour déplacer un arrêt.

Ces projets structurants peuvent passer par une adaptation des infrastructures routières existantes, pour permettre une adoption massive du covoiturage au quotidien : installation d'arrêts physiques, création de voies réservées au covoiturage, parkings dédiés... à l'image des transports collectifs classiques.

Des défis restent à venir...

Pour réinventer de manière durable la façon dont nous utilisons les voitures et la route, de nombreux défis doivent être relevés. Une chose est sûre, y répondre demandera une meilleure collaboration entre le secteur privé (associations, entreprises) et le secteur public (collectivités) afin de répondre efficacement aux enjeux de transition écologique et solidaire.

1. Source CITEPA, avril 2019.

2. Source ADEME, novembre 2019.

3. Source ADEME, Etude nationale sur le covoiturage de courte distance, septembre 2015.

4. Source KEOLIS - Netexplor, octobre 2016.

Julie Laurent
Chargée de communication corporate &
Harald Condé Piquer
Responsable du développement
Ecov

REPENSER LES LIEUX DE VIE DES LES PREMIERS PAS : UNE APPROCHE GLOBALE POUR REUSSIR LA TRANSITION ECOLOGIQUE

La transition écologique ne peut être réelle, profonde, ancrée, que si elle est vécue par le plus grand nombre de citoyens.

Tous acteurs de la transition écologique

Chacun d'entre nous doit l'incarner dans son mode de vie, sa consommation, ses réflexions... En tant qu'êtres sociaux, nous avons créé des collectifs (villages, villes, associations, etc.) qui sont aujourd'hui les organes de notre société. Tout changement sociétal doit être élaboré à partir de ces collectifs afin que les nouvelles solutions tiennent compte de la diversité des besoins, contraintes et envies. La transition écologique doit donc passer par des chemins variés selon les individus que nous sommes et les collectifs que nous avons formés, et bénéficier de l'intelligence collective qui émane de ces espaces de partage et d'équilibre. Les lieux de vie collective sont donc les pivots de la transition écologique !

Le premier lieu de vie collective

L'arrivée du jeune enfant est un événement qui génère souvent une remise en question des habitudes de la famille. L'instinct de protection des jeunes parents fait émerger chez eux des pratiques plus respectueuses de la santé et de l'environnement : alimentation bio, réduction des produits toxiques à la maison, activités de plein air, etc.

Les professionnels de la petite enfance ont pour mission d'accueillir les enfants chaque jour pour permettre à leurs parents de travailler mais aussi d'accompagner ces derniers à la parentalité. Ils sont formés pour nous aider dans une des transitions les plus puissantes de nos vies : le passage du couple à la famille, ou de l'enfant unique à la fratrie. Pour le jeune enfant, qui va vivre ses journées avec ses pairs, la crèche est le premier lieu du "vivre ensemble" hors de la famille. Il va, au fil des jours, apprendre à faire confiance, à partager, à écouter et à se faire



entendre, à vivre la diversité en collectivité. La crèche est le premier lieu qui participe avec la famille à la co-éducation des enfants.

Pour toutes ces raisons, elle est le lieu idéal pour amorcer une transition écologique collective avec des impacts potentiels à court, moyen et long terme sur les adultes (professionnels et parents) et les enfants.

Chez Label Vie, nous pensons qu'il est question de transition sociétale plutôt que de transition écologique.

Une approche à 360°

Chez Label Vie (ex-Ecolo crèche), nous pensons qu'il est question de transition sociétale plutôt que de transition écologique. Aussi, nous avons opté pour une approche globale qui traite des questions environnementales et sociales. Il s'agit d'une démarche de progrès continu qui implique l'ensemble des parties prenantes (professionnels, familles, institutions et partenaires). La méthode Label Vie s'appuie sur la participation active et le bon sens de chaque membre de l'équipe du lieu de vie. Chaque équipe élabore son

plan d'actions pour opérer la transition écologique de son établissement et un label vient valoriser les progrès réalisés. Tous les établissements et professionnels engagés constituent un réseau de défricheurs qui partagent leurs pratiques et mutualisent leurs réussites. Les enjeux clés de notre méthode sont de respecter la vision de chaque gestionnaire, d'encourager et laisser la place à toutes les envies des professionnels de terrain, pour nous concentrer sur l'élaboration d'outils qui permettent de faire monter en compétences les professionnels, via des formations et des échanges de pratiques.

Cette méthode permet de générer des impacts environnementaux importants, comme des économies d'eau et d'énergie de plus de 60% ou la disparition des produits d'entretien toxiques. Elle génère aussi des impacts sociaux très forts, comme la baisse de l'absentéisme des professionnels et la réduction des maladies des enfants. La méthode a également des impacts économiques cruciaux pour les gestionnaires, qui réalisent des économies comprises entre 500 et 12 000 € par an et par crèche. La monétisation de ces impacts indique que pour chaque euro investi dans cette méthode, une économie minimum de 20 € est réalisée pour l'en-

semble des parties prenantes (gestionnaires de crèches et Etat).

Nos enjeux pour le futur : chercher à disparaître...

Aujourd'hui seulement 500 établissements d'accueil du jeune enfant sur 12 000 en France sont engagés dans la démarche Label Vie. Pour atteindre un point de bascule et envisager un changement systémique pour le monde de la petite enfance en France, il faudrait que ce nombre atteigne 2 000 à 3 000 crèches. Label Vie ambitionne également de transférer cette méthodologie à d'autres cibles : les assistants maternels, les centres de loisirs, les lieux de vie pour séniors... L'approche Label Vie peut s'adapter à tout lieu de vie.

Pour autant, notre objectif ultime n'est pas tant de croître que de disparaître ensuite, en ayant insufflé l'état d'esprit d'une société plus durable à un grand nombre de lieux de vie, qui le diffuseront dans toute notre société en opérant comme des places du village à partir desquelles les citoyens échangent, partagent et s'inspirent.

Claire Grolleau
Présidente
Label Vie

MESURER SA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE POUR TRANSFORMER LES LIEUX DE TRAVAIL

La raison d'être du groupe ETIC - Foncièrement Responsable, est de résoudre trois problématiques. Tout d'abord, permettre aux organisations agissant pour une société juste, équitable et dans le respect de l'environnement, de travailler dans de bonnes conditions, au sein d'un écosystème cohérent qui contribue à leur développement. Ensuite, innover pour que les pratiques du secteur immobilier soient plus durables. Enfin, participer à la croissance de la finance solidaire et son accès à toutes et tous.

Pour répondre à ces trois problématiques, ETIC œuvre sur tout le territoire en concevant et en gérant des tiers-lieux dans des bâtiments éco-responsables, financés par des investisseurs solidaires.

Afin de maîtriser son impact, chacune des décisions et pratiques d'ETIC se base sur une approche "triple bilan" qui vise la prise en compte de la performance sociale, environnementale et financière de toutes ses actions. Chaque salarié et administrateur veille à l'équilibre de ce triptyque, un critère ne devant pas prendre le pas sur les deux autres.

De nombreuses actions sont mises en place dès la création des centres pour minimiser l'empreinte carbone des bâtiments, en étant vigilant aux matériaux choisis, à l'énergie utilisée, mais également au quotidien de la vie du tiers-lieu. Une grande attention est portée à la sensibilisation des résidents quant à leurs modes de transport, leur consommation d'énergie et d'eau, etc. Dans le même temps, ETIC facilite l'accès à une offre de restauration responsable (circuits courts, produits bios, options végétariennes) sur leur lieu de travail et l'accès à des dispositifs de tri et de compost.

Mais pour connaître les retombées de l'ensemble de ces actions, mesurer son impact environnemental et social est essentiel. Cela permet d'évaluer les progrès et d'identifier les axes d'amélioration qui permettront d'orienter les décisions stratégiques de l'organisation de manière responsable et durable. Chez ETIC, l'impact est mesuré de deux façons. La première partie des données est récoltée sur la base d'un ques-



Le Château de Nanterre, site exceptionnel de 2300 m², est l'un des Centres ETIC.

tionnaire. Chaque année, les résidents, les actionnaires, les salariés et les administrateurs répondent à des questions sur leur manière de consommer, de se déplacer, etc.

Dans un deuxième temps, ces données sont complétées sur le volet social, par un calcul du nombre d'emplois durables et/ou en insertion créés lors de la rénovation de nos centres et le nombre d'emplois et de stages créés par nos résidentes et résidents. La qualité de l'emploi est également mesurée, par exemple en tenant compte de l'écart entre les salaires.

Les centres ETIC font partie des 10% des bâtiments les plus performants en France.

Pour la mesure d'impact environnemental, les données quantitatives sont plus faciles à obtenir, car il nous suffit de comparer l'économie d'énergie réalisée grâce aux actions mises en place dans nos différents centres.

Et les résultats sont là : d'un point de vue social, ETIC a pu contribuer indirectement à la création de plus de

700 emplois (équivalent temps plein) durables en neuf ans, comprenant les emplois créés par les résidents des centres, ceux créés par les prestataires de service et ceux créés lors des rénovations.

D'un point de vue environnemental, et grâce à la rénovation éco-responsable des bâtiments, les centres ETIC font partie des 10% des bâtiments les plus performants en France¹, et consomment dix fois moins de carbone que la moyenne des espaces de travail en France. En 2019, les différentes actions menées ont permis d'économiser 947 tonnes de CO₂. Ces actions portent aussi bien sur la baisse des consommations de fluides (énergie, eau), de matières nocives (matériaux durables, nettoyage à l'eau, etc.), de transports (mise en place de visioconférence depuis 2013 pour éviter certains déplacements, parking à vélos, informations sur les transports en commun, etc.), de viande (mise en avant de plats bios, locaux, majoritairement végétaux). ETIC encourage ses résidents à réutiliser et trie et recycle une douzaine de types de déchets. Tous ces éléments sont quantifiables, mesurés et font l'objet d'une publication dans le rapport annuel de la société.

Cependant, pour réussir sa démarche de mesure d'impact, il faut s'armer de patience et oser casser le *statu quo*, car la majorité des innovations permettant d'obtenir un impact environnemental vont à l'encontre des pratiques habituelles.

Afin de mettre en place une mesure d'impact efficace, il faut tout d'abord définir des indicateurs mesurables, qui pourront être évalués d'année en année et qui permettront de suivre l'évolution de l'impact. Ensuite, il faut pouvoir s'appuyer sur des données qualitatives – quand c'est possible – qui viendront corroborer les indicateurs quantitatifs et enrichir les résultats de mesure d'impact.

Enfin, il faut persévérer et ne jamais relâcher les efforts engagés, afin de constater des résultats impactants et pérennes, car nous sommes convaincus que performance sociale et environnementale se renforcent mutuellement et qu'elles ont un impact positif sur nos entreprises et notre société.

¹. Rapport réalisé par l'Observatoire de l'Immobilier Durable.

Chloé Myotte
Chargée de marketing et communication
ETIC – Foncièrement Responsable

INNOVER POUR UNE AGRICULTURE DURABLE AU SAHEL, LE PARI DE TECH INNOV

L'économie mondiale repose sur trois facteurs fondamentaux de création de richesse : le capital foncier, les ressources naturelles et le capital humain. Pour permettre la création de la richesse et assurer sa bonne répartition, ce troisième facteur doit exploiter de manière intelligente et rationnelle les deux autres facteurs. Alors que les ressources naturelles ont un caractère de plus en plus variable et aléatoire, c'est toute l'intelligence humaine qui doit être mobilisée pour développer des capacités d'adaptation et de résilience.

"Télé-irrigation", projet de l'entreprise sociale nigérienne Tech Innov, est justement un exemple d'entrepreneuriat social qui met en interaction la créativité humaine – la science, les technologies, l'innovation – et la protection de l'environnement pour permettre aux populations vulnérables de s'adapter aux mutations continues des facteurs de production agricole.

On estime qu'au Niger, l'irrigation occupe les deux tiers du temps du

maracher¹. Cela l'empêche de se dédier à d'autres activités et freine sa productivité. Pour pallier ce problème, Télé-irrigation propose un procédé technologique qui permet à un agriculteur de piloter à distance le système d'irrigation de son exploitation agricole, quelles que soient sa position géographique et la situation météorologique. Pour cela, le kit Télé-irrigation se compose d'une station solaire, d'une pompe solaire pour évacuer les eaux d'infiltration, d'un réseau de distribution d'eau, de capteurs et d'un équipement télécom.

En utilisant l'énergie solaire et l'internet des objets (*Internet of things* – IoT), la "télé-irrigation" permet la collecte et la diffusion en temps réel et à distance des données météorologiques et hydrologiques, notamment la température, le taux d'humidité du sol, la pluviométrie, la radiation solaire, la vitesse du vent, etc. Avec son téléphone mobile, l'agriculteur peut accéder à ces données et ensuite assurer une distribution intelligente de l'eau (besoins, quantité, temps, etc.), via une application vocale inte-

reactive et multi-langues, ce qui facilite son utilisation.

Ce procédé permet à l'exploitant de gagner du temps et de l'énergie, d'augmenter la superficie irrigable de ses champs, d'améliorer le rendement de ses cultures, et donc d'accroître sa production et son revenu, tout simplement en gérant mieux l'utilisation de l'eau nécessaire à l'irrigation. Cela permet aussi aux exploitants de mener de front plusieurs activités à la fois et d'être plus mobiles, l'irrigation nécessitant moins de présence sur place.

Tout en favorisant le développement économique des régions rurales du Sahel, la télé-irrigation permet aussi bien l'atténuation que l'adaptation au changement climatique, en sensibilisant les populations à la gestion durable des ressources en eau, à la fois pour les préserver, et faire face à leur plus grande rareté.

1. Selon la SPIN : Stratégie pour la Petite Irrigation au Niger.

Abdou Maman Kané
CEO & Fondateur
Tech Innov



© Tech Innov

TRANSITION ALIMENTAIRE : LE REGARD DE BALUCHON

Le pouvoir magique de la transition alimentaire

Je vais vous faire une confidence... chez Baluchon, nous sommes fascinés par le pouvoir magique de l'ESS. Sa capacité à transformer les problèmes en solutions, les boucs émissaires en parties-prenantes.

Prenons la transition alimentaire, par exemple. Avant la crise sanitaire, c'était l'un des défis auxquels notre société était confrontée. Le Covid-19 en a fait un enjeu majeur. Par transition alimentaire, nous entendons le fait de donner accès à tous à une alimentation de qualité, certes. Il s'agit aussi de maintenir des surfaces agricoles territorialisées. De favoriser les pratiques respectueuses de l'humain et de l'environnement. De penser la relation entre système agro-alimentaire urbain et péri-urbain. D'éviter le dé-

chet alimentaire, systématiquement le revaloriser. De prendre en compte chaque partie prenante d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur.

Il s'agit de santé, de lutte contre les pesticides, de développement durable, de revenus décents pour les agricultrices et les agriculteurs, de propriété des terres agricoles, de propriété intellectuelle des semences... Bref, de créer et enrichir des écosystèmes justes et durables.

Pour un nouveau label

La crise sanitaire que nous affrontons a révélé au grand jour l'importance du maillon humain de la chaîne alimentaire, tout comme la dimension sociale de nos métiers. Ce qui a été rendu visible c'est le rôle essentiel que jouent les

femmes et les hommes qui assurent la production, la transformation et la distribution des denrées de première nécessité, notamment alimentaires. Dans le système économique qui dominait jusqu'à présent, ces travailleurs étaient mal payés, dénigrés, parfois marginalisés, uberisés... en bout de chaîne. Il est temps de reconnaître et de valoriser leur utilité sociale et territoriale.

La transition alimentaire représente un formidable vecteur de croissance, de convivialité et de rapprochement social. Elle peut créer des milliers d'emplois locaux, de qualité et accessibles à tous. Elle ouvre des perspectives de développement économique, d'inclusion, d'innovation et de différenciation pour les entreprises françaises.

Autant de raisons pour lesquelles Baluchon milite pour intégrer des clauses sociales au label bio. En effet, pourquoi ne pas le remplacer ou lui adjoindre un label plus exigeant, qui intègre à la fois des critères écologiques et sociaux ? Un nouveau label qui prenne réellement en compte l'ensemble de la chaîne de production-transformation-distribution alimentaire verrait alors le jour.

Prendre conscience collectivement de la responsabilité du secteur alimentaire en matière de droits sociaux et d'insertion professionnelle et transformer cette prise de conscience en action, c'est cela le pouvoir magique de l'ESS !

François Dechy
Président fondateur
Baluchon

RENCONTRE AVEC MAGALI PAYEN (ON EST PRÊT) : "NOUS AVONS LA GRANDE AMBITION DE METAMORPHOSER LA CULTURE POUR EN FAIRE UNE ALLIEE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE"

Experte des médias et de la mobilisation citoyenne, Magali Payen est productrice mais surtout l'initiatrice du mouvement "On est Prêt", qui crée des contenus inspirants et utilise les réseaux sociaux pour sensibiliser et mobiliser les jeunes (mais pas que) aux enjeux environnementaux. Rencontre avec une entrepreneure militante et créative !

En quoi "On est Prêt" permet-il de sensibiliser aux enjeux de la transition écologique ?

Le mouvement se consacre à inspirer et surtout à mobiliser le grand public. Notre mission est de parler à ceux qui sont souvent les plus éloignés des questions environnementales et de faire le lien avec leur quotidien et leurs centres d'intérêt, notamment culturels. En organisant des collaborations entre experts, acteurs du changement et artistes, nous essayons de créer des contenus inspirants et convaincants, même pour quelqu'un ne s'intéressant *a priori* pas à ces enjeux. La forme est donc particulièrement importante pour nous. Nous avons la grande ambition de métamorphoser la culture pour en faire une alliée de la transition écologique. "On est Prêt" travaille en permanence au renouvellement des imaginaires. En diffusant nos travaux et ceux d'experts auprès des créateurs culturels, nous espérons qu'ils pourront être les premiers relais de la mobilisation et que leurs créations pourront à long terme favoriser le passage à l'action. Quoi de mieux qu'une série Netflix ou HBO qui diffuse adroitement des messages utiles pour changer la société ?

Quels défis avez-vous rencontrés pour créer et développer "On est Prêt" ?

Ce modèle et cette ambition de transformer la culture grand public – populaire en un mot – était quelque chose d'assez nouveau lors de la création de notre première campagne. Travailler aussi étroitement avec des acteurs aussi différents que des créateurs YouTube, des experts et des ONG nous a vraiment poussé à créer un nouveau modèle, qui s'appuie sur l'intelligence collective et sur la capacité à mobiliser les acteurs d'une économie au service du bien commun. Il a fallu convaincre tous ces gens de donner une chance à ce nouveau format, quand bien même tout cela était fait de manière entièrement bénévole au début. La question du modèle économique reste d'ailleurs toujours importante



pour nous. Il faut pouvoir produire des contenus de qualité, sans promouvoir d'idées ou d'objets "destructeurs", puis ensuite les diffuser le plus largement possible et donc *a priori* gratuitement.

Ensuite, nous avons rapidement pris conscience qu'il y avait un impératif de pureté militante sur les réseaux sociaux, notre principal terrain de jeu, ce qui était un vrai obstacle à l'engagement. Cette critique permanente des imperfections, des erreurs présentes et passées, empêchait vraiment un grand nombre de gens de prendre la parole et de participer à la mobilisation. Nous avons donc dû travailler sur ce thème et même faire du coaching pour dépasser cet obstacle et avancer ensemble.

La crise du Covid-19 représente-t-elle selon vous une menace ou une opportunité pour la transition écologique ?

Les deux, évidemment ! Toutes les crises sont aussi bien des menaces que de nouvelles opportunités pour faire les bons choix et transfor-

mer notre modèle de société. Des menaces tout d'abord car elles peuvent donner l'envie de laisser à plus tard les urgences écologiques, climatiques, sociales... pour traiter seulement les symptômes immédiats de la crise. Des opportunités ensuite car, nous en sommes témoins, les crises rendent possibles ce qui quelques semaines auparavant semblait encore inenvisageable. Les cordons de la bourse s'ouvrent en même temps que les lois, les décrets et les réglementations se succèdent pour enrayer la crise. Il est alors possible d'orienter toutes ces mesures et ces décisions avec comme indicateur fort : "comment cela peut-il contribuer à changer le modèle ?". Il est possible, certains gouvernements l'ont fait, d'accorder les aides publiques aux entreprises qui jouent le jeu de la transition et de pousser les autres à se transformer. De changer les règles fiscales pour avantager ces pratiques durables, résilientes et solidaires et freiner la reprise de celles qui, au contraire, menacent la transition écologique.

C'est aussi dans ces moments qu'il devient enfin possible de faire comprendre l'importance des communs, des services publics et du lien social pour faire bouger les lignes politiques. C'est la démocratie même qui peut sortir régénérée et transformée de ce moment si on laisse les citoyens s'emparer du débat et faire leurs propres propositions. C'est ce qui est peut-être en train de se passer par exemple avec la Convention Citoyenne pour le Climat qui a rendu ses préconisations à la fin du mois de juin. Quel meilleur moment que celui-là pour écouter ces 150 citoyens et mettre en place ces transformations ?

Quelles sont les prochaines étapes pour "On est Prêt" ?

Nous nous engageons justement à fond pour faire un maximum de bruit autour des propositions de la Convention pour qu'elles soient reprises et appliquées sans filtre, comme le Président Macron s'y était engagé. Il s'agit d'une opportunité inédite et nous voudrions qu'un maximum de gens soutiennent les 150 citoyens. "On est Prêt" va bien sûr poursuivre son travail sur les réseaux sociaux, produire des contenus artistiques et culturels pour challenger et muscler nos imaginaires et inspirer le plus large public possible à la mobilisation. Sur les sujets environnementaux et les inégalités sociales bien entendu, mais également pour de nouvelles causes pour nous, comme le féminisme par exemple. 2020 est aussi l'année de l'internationalisation pour le mouvement et nous espérons que les ponts que nous sommes en train de construire avec d'autres pays européens pourront mener très rapidement à des campagnes communes, internationales à même de mobiliser les citoyens de plusieurs pays !

Propos recueillis par
Baptiste Fassin
Chargé de publications
Convergences

RECONCILIER LE CORPS SOCIAL POUR REUSSIR LA TRANSITION ECOLOGIQUE : L'AMBITION DE MAKE.ORG

Dans un contexte de défiance marqué par le désengagement des citoyens de la vie démocratique, les *civic tech*, à travers la participation citoyenne, sont devenues des outils pour réintermédiaire les relations et les processus de décision, afin d'agir pour une transformation positive de la société.

Difficultés des démocraties modernes à fédérer

Les années 2019 et 2020 ont été marquées, en France comme ailleurs, par des mobilisations sociales importantes, souvent contestataires. Ces mouvements s'inscrivent dans un sentiment plus global d'éloignement de la vie démocratique et du système institutionnel. Selon le Baromètre de la confiance politique¹, 64% des Français estiment ainsi que la démocratie "ne fonctionne pas très bien". Cette méfiance envers les institutions démocratiques a lentement désuni un corps social que les cycles électoraux ne suscitent plus à réconcilier. Pour partie, cette désunion empêche notre démocratie moderne d'agir réellement sur les défis nationaux et globaux, comme la transition écologique, le respect des droits fondamentaux, la résilience et la solidarité. Tant de défis pourtant cruciaux pour l'avenir de notre société.

Toutefois, notre idéal démocratique ne doit pas être abandonné : il a besoin d'un renouveau. 81% des Français sont en effet convaincus que malgré ses défauts, la démocratie reste la meilleure forme de gou-

vernement². Réconcilier nos corps sociaux et recréer du lien social est donc fondamental à l'unité et au fonctionnement résilient de notre société démocratique, mais aussi à la protection du bien commun, des ressources naturelles et de la biodiversité, si précieux pour notre existence. Ce renouveau démocratique ne peut se faire qu'à travers l'entière participation des citoyens à cette construction, pour leur permettre de défendre eux-mêmes la démocratie, et de s'approprier ses enjeux globaux.

Les civic tech, des outils au service de la démocratie

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'apparition des *civic tech*. Traduit par "technologies citoyennes", ce terme désigne la diversité des initiatives issues de la société civile contribuant à inciter et valoriser l'engagement citoyen dans la démocratie par le biais d'outils numériques.

Sous diverses formes (consultations, budgets participatifs, pétitions), et chacune avec ses atouts (accessibilité et intuitivité des interfaces, transparence des résultats, anonymisation des données), elles répondent au même objectif : mobiliser les citoyens afin qu'ils se réapproprient l'intérêt général et deviennent artisans du changement.

Réussir collectivement la transition écologique

Devenue une des premières préoccupations des Français³, l'urgence

environnementale est donc naturellement au cœur de la mission des *civic tech* pour pousser les citoyens à passer à l'action. Convaincues que l'Etat ne peut pas être le seul acteur de la transition écologique, elles cherchent à mobiliser à une échelle plus locale et plus proche des individus.

C'est dans cette optique que Make.org a lancé, fin 2019, sa Grande Cause "Comment agir tous ensemble pour l'environnement ?" pour faire émerger les consensus sur lesquels la société civile pourra œuvrer. A travers cette consultation, qui a réuni 540 000 citoyens et 13 600 propositions, les citoyens appellent, par exemple, à réduire les emballages et à favoriser les produits locaux et de saison en préférant les circuits courts.

C'est sans aucun doute en donnant la parole aux citoyens et en les responsabilisant que nous parviendrons à créer un élan massif pour répondre aux enjeux contemporains.

Cette initiative s'inscrit de manière plus large dans les bouleversements récents que nous traversons. La crise du Covid-19 nous amène à nous questionner sur nos modes de vie et nos relations aux autres. La question des relocalisations de nos activités essentielles, notamment dans l'alimentation et l'industrie médicale, apparaît ainsi comme un

sujet-clé pour les citoyens. Les différents élans de solidarité et de coopération entre acteurs publics, privés et société civile durant cette crise révèlent une prise de conscience : le bien commun est l'affaire de tous, et pas seulement des Etats. Cette épreuve doit nous pousser à repenser notre façon d'habiter le monde et tirer des enseignements sur ce que nous avons de plus précieux, pour mieux le préserver. La consultation citoyenne "Comment inventer tous ensemble le monde d'après ?", menée en avril 2020 sur la plateforme de Make.org avec le WWF et la Croix-Rouge, en partenariat avec le Groupe SOS, Unis-Cité et le Mouvement UP, doit ainsi permettre à chacun d'entamer cette réflexion, pour être prêt à amorcer collectivement la reconstruction.

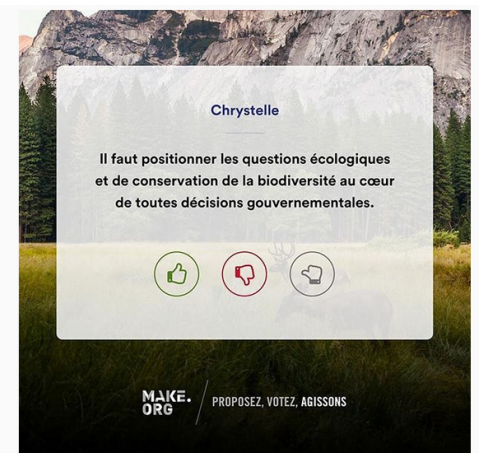
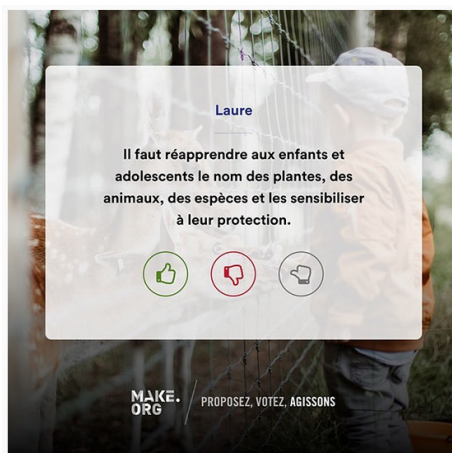
C'est sans aucun doute en donnant la parole aux citoyens et en les responsabilisant que nous parviendrons à créer un élan massif pour répondre aux enjeux contemporains de nos sociétés, tant face aux crises sanitaires qu'écologiques.

1. OpinionWay pour SciencesPo-Cevipol, février 2020.

2. Idem.

3. Baromètre "Fractures françaises" (Ipsos/Sopra Steria pour Le Monde, La Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne, septembre 2019).

Axel Dauchez
Président
Make.org



Sur son site et sur les réseaux sociaux, Make.org interroge les citoyens sur les mesures à mettre en oeuvre, au service de l'intérêt général. Ceux-ci peuvent voter, mais aussi faire leurs propres propositions. Lors d'une de ses dernières campagnes début 2020, intitulée "Inventons le monde d'après", Make.org a enregistré des dizaines de milliers de participations.

APPUYER LES ENTREPRISES SOCIALES ENGAGEES DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA CREATION AU CHANGEMENT D'ECHELLE

En plaçant au cœur de leur projet l'objectif d'utilité sociale, les entreprises sociales constituent dans leur ensemble un moteur essentiel de la transition écologique. Plus directement, comme en témoignent les nombreux exemples cités dans ce Baromètre, on retrouve des entreprises sociales engagées dans tous les volets de la transition écologique : transition agro-alimentaire, énergétique, économie circulaire, transports, etc.

Premiers pas, création, changement d'échelle... Sur toutes ces phases, des programmes d'accompagnement existent.

Si de nombreux programmes et dispositifs se structurent pour les appuyer, le rassemblement de toutes les parties prenantes d'un territoire donné est nécessaire pour permettre aux projets de s'ancrent dans la durée.

Des programmes d'accompagnement dédiés

Premiers pas, création, changement d'échelle... Sur toutes ces phases, des programmes d'accompagnement existent. En fonction de l'état d'avancement du projet, ils permettent de penser sa stratégie, de se constituer un réseau, de se former ou encore de lever des fonds.

En phase de création, de plus en plus de programmes d'appui aux projets d'utilité sociale prennent forme, comme l'illustre le Panorama des acteurs de l'accompagnement réalisé par l'Avise¹. Ces programmes ont l'avantage de réunir un réseau d'acteurs engagés sur les questions de transitions et de maîtriser les spécificités de l'entrepreneuriat social. Le projet de collecte et de revalorisation des déchets flottants, Robins des mers, a par exemple été accompagné par l'incubateur Première Brique (Toulouse).

Les acteurs généralistes de l'entrepreneuriat tels que le Réseau entreprendre ou le réseau BGE se mobilisent également aux côtés des incubateurs thématiques comme la Couveuse-lab Economie verte de BGE Paris ou l'incubateur Ville durable de Paris&Co.

En phase de consolidation, le Dispositif local d'accompagnement (DLA) accompagne aussi les questions de transition écologique, que ce soit à travers les 6 000 structures d'utilité sociale qui en bénéficient chaque année ou par la mise en place d'accompagnements collectifs. Par exemple, Enercoop Languedoc-Roussillon a été soutenu par le DLA pour structurer l'association ECLER "Energies Citoyennes Locales et Renouvelables" qui fédère 50 porteurs de projets engagés dans le développement des énergies renouvelables citoyennes.

Enfin, en phase de changement d'échelle, on retrouve également des programmes d'appui dédiés². Le programme P'INS Avise-Fondation Macif, a ainsi accompagné API'UP, structure d'insertion d'upcycling, dans sa stratégie d'essaimage. La Fondation la France s'engage soutient également de nombreux projets sur les thématiques environnementales comme l'association 3PA et ses écoles de la transition écologique.

Le croisement nécessaire des expertises et des énergies

Ces programmes d'accompagnement, grâce à leur réseau de partenaires et aux événements qu'ils organisent, créent du lien entre financeurs, experts et citoyens, tout en participant à une dynamique d'ensemble. Cependant, l'impact des entreprises sociales demeure souvent limité lorsqu'elles ne s'inscrivent pas dans la stratégie du territoire dans lequel elles sont implantées. C'est pourquoi des espaces de co-construction sont nécessaires pour créer un cercle vertueux permettant aux projets de voir le jour et de se consolider.



Plusieurs formes de coopération existent. Citons tout d'abord les Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), qui regroupent entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), entreprises hors ESS, acteurs de la recherche et collectivités au service de projets innovants porteurs d'un développement local durable. C'est le cas des EcoNautes, PTCE breton sur l'économie circulaire, ou d'InnoVales dans le genevois, qui travaille sur la rénovation énergétique.

Ces programmes d'accompagnement (...) créent du lien entre financeurs, experts, et citoyens.

Plus récemment, les territoires labellisés French Impact par le Haut-Commissariat à l'ESS et à l'innovation sociale se sont eux aussi fortement engagés sur le sujet. C'est le cas du territoire d'Est Ensemble (Seine-Saint-Denis) et de sa plateforme territoriale de l'innovation sociale dont l'un des défis est "d'accélérer la transition écologique du territoire", notamment en favorisant le développement de projets sur l'économie de l'usage et de la réparation.

A mi-chemin entre programme d'accompagnement et dynamique collective permanente, on retrouve le dispositif Fabrique à initiatives³, animé au niveau national par l'Avise. En tant que besoins et idées détectés par

les acteurs locaux, il accompagne les territoires dans la création de projets. L'incubateur ATIS, qui porte le dispositif en Nouvelle-Aquitaine a par exemple impulsé Elise Atlantique, une entreprise adaptée de recyclage de déchets bureautiques, R³, qui collecte et réemploie des déchets encombrants issus de grands quartiers urbains, ou encore la conserverie solidaire Elixir dont les produits sont confectionnés à partir d'invidus.

Partout en France, des dynamiques prometteuses se développent au service de l'accompagnement des entreprises sociales et de la transition écologique. Mais dépasser les clivages entre les secteurs et les différents types d'acteurs n'en reste pas moins un enjeu majeur ! Pour favoriser l'innovation et les nouvelles formes d'entreprendre, il y a tout à gagner à une meilleure coopération entre les acteurs experts des questions énergétiques, alimentaires, etc., et ceux de l'entrepreneuriat social.

1. <https://www.avise.org/ressources/cartographies-des-acteurs-de-laccompagnement-a-lemergence-et-lacceleration-ess>

2. <https://www.avise.org/entreprendre/changer-dechelle/les-programmes-daccompagnement-au-changement-dechelle>

3. <https://fabriqueainitatives.org/>

Béregère Daviaud
Chargée de mission
Avise

SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL, UN MOYEN D'AGIR POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE

La montée des enjeux sociétaux et environnementaux au niveau international encourage les partenariats entre acteurs de différents secteurs pour rechercher des solutions. Aujourd'hui plus que jamais, il apparaît indispensable pour les grands groupes de s'inscrire dans une démarche collaborative et de s'appuyer sur les différents types de structures qui composent leur écosystème (organisations publiques, entreprises de l'ESS, startups...) pour s'orienter vers une performance durable. Pour les groupes, cette stratégie est bénéfique à de nombreux niveaux : créatrice d'innovation, favorisant les circuits courts, apportant de l'agilité... mais elle profite aussi aux petites structures, qui y trouvent une opportunité de développer et de pérenniser leurs activités.

En 2019, Orange a souhaité formaliser sa contribution à la société et à la planète à travers une raison d'être qui affirme son ambition d'assurer un numérique plus humain, plus inclusif et plus durable. Inscrite dans son plan stratégique à horizon 2025, cette raison d'être confirme et renforce la volonté du groupe d'être exemplaire sur les plans sociaux et environnementaux. Pour réduire son empreinte environnementale, l'une des solutions priorisées est le recours à l'économie circulaire. Une nouvelle forme d'approche qui s'applique tant aux infrastructures qui assurent l'accès aux réseaux fixe et mobile qu'aux produits conçus et/ou commercialisés par le groupe. Cela se traduit concrètement par la réutilisation des matériaux et par l'écoconception, la collecte et le reconditionnement des terminaux (Livebox, décodeurs, téléphones).

Depuis 2010, Orange s'est par exemple associé à Emmaüs International et aux Ateliers du Bocage, une entreprise de l'ESS, pour ouvrir des ateliers de collecte des déchets de mobile et de recyclage des appareils en Afrique. Ce partenariat a permis de créer des dispositifs adaptés dans les pays où des filières structurées pour le traitement des déchets n'existaient pas encore. Les déchets collectés dans ces filières de recyclage locales sont massifiés puis renvoyés en France pour y être recyclés selon les normes environnementales européennes, chez Morphosis, jeune PME innovante de Normandie. Une collaboration qui a des retombées positives aussi bien pour le groupe que pour ses partenaires. Selon Matthieu Belloir, Directeur RSE du Groupe Orange, "les entreprises de l'ESS sont un atout précieux. Engagées depuis de nombreuses années dans l'économie circulaire, nous pouvons nous appuyer sur leur expertise. En tant qu'acteur du numérique, nous avons en retour des solutions à leur apporter pour développer leur champ d'action".

Avec Orange, nous développons une filière de réemploi des téléphones portables en France, certifiée ISO14001 et génératrice d'emplois d'insertion. L'engagement RSE du projet est total puisque les bénéficiaires permettent de financer la création d'ateliers de recyclage dans cinq pays africains (Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire et Niger). Au-delà des enjeux pour notre territoire, ce partenariat propose des solutions globales pour la planète et un nécessaire éveil des consciences.

Le fait d'être dans une approche de co-construction est extrêmement positif pour la performance du projet. C'est aussi le fruit d'un travail initial qui a posé les bases du projet autour de valeurs et d'ambitions communes : l'écologie et la création d'emplois. Ainsi, pour 25 000 mobiles recyclés, un emploi d'insertion est créé en France. Une fois ce principe acté, nous avons su déployer un modèle économique adapté. Au sein de notre coopérative de l'ESS, nous avons énormément capitalisé sur cette approche, qui permet de dépasser le cadre classique des relations "clients-fournisseurs".

Antoine Drouet, Directeur Général des Ateliers du Bocage

Pour Benoît Huver, Directeur Supply Chain du Groupe Orange, "l'économie circulaire rebat véritablement les cartes en termes de stratégie d'achat. Là où



© Les Ateliers du Bocage

nous avons l'habitude d'acheter du neuf pour le revendre au client, nous pouvons maintenant nous procurer des produits de seconde main pour diversifier nos approvisionnements".

En tant que donneur d'ordre et au-delà de ses engagements environnementaux, le groupe agit pour l'inclusion en soutenant depuis plusieurs années et de façon active le développement des entreprises du secteur adapté et protégé.

Orange travaille depuis plus de 15 ans avec des entreprises de l'ESS : établissements et services d'aide par le travail (ESAT), entreprises adaptées, entreprises d'insertion. Le groupe a d'abord développé sa politique d'achats auprès de cette typologie de fournisseurs, dans le cadre de son accord Handicap. Au cours de ces quatre dernières années, la relation client-fournisseur auprès de ce secteur a évolué. Véritable partenaire économique, on parle aujourd'hui d'achats inclusifs, qui répondent à l'engagement sociétal du groupe.

Ainsi, nous voulons notamment agir pour l'inclusion par le travail des personnes en situation de handicap et ce y compris dans des domaines qui sont au cœur de nos activités. Nous avons signé en 2019 le premier contrat tripartite APTECH/Association des Paralysés de France/Orange pour des prestations à forte valeur ajoutée dans le data center de Val-de-Reuil en Normandie. La gestion des dossiers administratifs dans le cadre du déploiement de la fibre (Gesform, Nouvelle Aquitaine) ou encore l'entretien des espaces verts qui entourent nos antennes mobiles en sont autant d'autres exemples.

Avec plus de 22 M€ d'achats en 2019 auprès de 250 fournisseurs de l'ESS, l'ancrage territorial d'Orange est une réalité. Travailler avec des entreprises de l'ESS permet une collaboration avec des PME innovantes, dynamiques et réactives.

Anne-Marie Dunet, Responsable Diversité - Achats du Groupe Orange

La coopération durable entre acteurs constitue ainsi un levier mutuel de performance. Une conviction forte pour le groupe qui se traduit également par le financement et l'accompagnement de nombreuses startups. Le Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et au Moyen-Orient (POESAM) par exemple, qui s'apprête à fêter ses 10 ans, récompense chaque année les meilleurs projets technologiques à impact positif dans pas moins de 17 pays. Une volonté forte : repérer, soutenir et promouvoir les acteurs qui anticipent les usages de demain et agissent pour un développement socio-économique durable.



JEROO BILLIMORIA (CATALYST 2030) : "LES ENTREPRENEURS SOCIAUX SONT NETTEMENT PLUS ENCLINS QUE LES AUTRES À S'ENGAGER SUR LA QUESTION CLIMATIQUE."

Jeroo Bilimoria est une entrepreneure sociale indienne, fondatrice de plusieurs ONG internationales et Fellow Ashoka. Elle a récemment fondé Catalyst 2030, un réseau mondial d'entreprises sociales et d'associations qui contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable. Elle revient pour le Baromètre sur le rôle des entrepreneurs sociaux dans la transition écologique, et sur les conditions d'un changement d'échelle du secteur.

Vous avez récemment créé Catalyst 2030. Pouvez-vous nous présenter cette initiative ? Quels en sont ses objectifs ?

Catalyst 2030 a été créée par un groupe d'entrepreneurs sociaux, qui ont fondé cette organisation avec trois objectifs interdépendants. Nous avons créé Catalyst 2030 pour coordonner l'action de tous les acteurs impliqués dans l'entrepreneuriat social – entrepreneurs mais aussi gouvernements, ONG et autres – afin qu'ils puissent travailler plus étroitement et contribuer à un véritable changement de système. Ce deuxième objectif, le changement de système, est crucial et ne peut être atteint que si les entrepreneurs sont inclus dans les processus d'élaboration des politiques publiques, en collaboration avec les responsables gouvernementaux. Notre troisième objectif est l'optimisation des financements, en dotant les bailleurs de fonds et les investisseurs avec les outils nécessaires (analyses, etc.) afin de soutenir correctement l'entrepreneuriat social.

La transition environnementale est désormais au cœur des préoccupations de nombreux acteurs. Les pouvoirs publics, les entreprises, les ONG... tous sont aux prises avec cette question. Dans ce contexte, quel rôle les entrepreneurs sociaux devraient-ils jouer, selon vous ?

Je pense que les entrepreneurs sociaux ont déjà créé un grand nombre d'innovations qui contribuent à la transition environnementale. Ils sont donc à l'avant garde pour résoudre ces problèmes. De plus en plus d'entrepreneurs adoptent des objectifs climatiques, certains en phase avec l'accord de Paris. Les entrepreneurs sociaux sont nettement plus enclins que les autres à s'engager sur cette question climatique, compte tenu de leur mission sociétale.

Ces entrepreneurs, contrairement à d'autres acteurs, ont également fait preuve d'un engagement sans faille pour résoudre les problèmes sociaux et humains, et ont apporté des innovations sociales considérables.

En comparaison avec les autres acteurs justement, quelle est la valeur ajoutée des entrepreneurs sociaux ?

En général, je pense que les entrepreneurs sociaux sont à la pointe de deux choses : l'innovation et l'atteinte du dernier kilomètre. Au fil des années, ils ont démontré une grande capacité à créer des innovations sociales qui apportent des solutions non seulement aux besoins urgents, mais aussi aux populations les plus mal desservies. Si vous êtes sur le point d'amener un véritable changement environnemental, c'est bien de le faire en ville, mais vous devez également le faire dans des régions plus éloignées. Pour résumer, je dirais que leur expertise dans la réponse aux enjeux sociétaux, leur engagement à améliorer les choses et leur capacité à innover font qu'ils sont les plus aptes à traiter les questions d'environnement et de climat.

Nous considérons souvent l'entrepreneuriat social comme une économie locale. Pourtant, pour atteindre de réels changements structurels, il est essentiel que les innovations sociales puissent changer d'échelle. Comment faire ?

La réponse est assez simple et est à la base de l'approche de Catalyst 2030. Il faut dans un premier temps créer des ponts entre les entrepreneurs sociaux et les gouvernements afin que ces derniers puissent aider à propager ces solutions. Comme je l'ai dit, les entrepreneurs sociaux savent innover, créer de nouvelles solutions, et les gouvernements devraient aider à diffuser et à étendre ces solutions pour en augmenter l'impact.

Si vous voulez avoir un véritable changement d'échelle, c'est en fin de compte la responsabilité du gouvernement. Prenons l'exemple du Covid-19. Quel que soit le nombre d'innovations et de solutions importantes développées au niveau local, ce n'est qu'avec l'aide des gouvernements que celles-ci peuvent avoir un grand impact.

Voyez-vous d'autres leviers qui peuvent être actionnés pour accroître cet impact ?

Un autre levier très important est évidemment le financement. Il s'agit d'essayer d'orienter le financement dans la bonne direction, de modifier les flux financiers afin que des innovations puissent naître et que les fonds puissent être investis dans des projets de changement de système. Prenons par exemple la question du recyclage. Dans de nombreux pays, avant que le gouvernement n'intervienne pour s'attaquer à ce problème, c'étaient très souvent les entrepreneurs qui répondaient aux besoins. L'idée est donc de financer ces projets, de les aider à obtenir l'aide des gouvernements et de les répliquer pour qu'au final, les projets à fort impact puissent créer de nouvelles normes.

Un troisième élément, très important, est le partenariat. Trop souvent, les entrepreneurs sociaux font une chose, le gouvernement une autre, les associations une autre. Pourtant, le regroupement de ces acteurs pourrait permettre à l'innovation de se déployer bien plus rapidement.

Comment les pratiques environnementales responsables peuvent-elles devenir plus courantes parmi tous les entrepreneurs sociaux ?

La réponse est simple : changement de politique et incitations financières. Pourquoi les gens ont-ils commencé à acheter des voitures hybrides ? Parce que dans beaucoup de pays, les taxes ont fait en sorte que leur achat soit moins cher que celui d'une voiture à essence. Il en va de même pour l'énergie verte.

Pour vous, la réponse se trouve donc principalement entre les mains des gouvernements ?

C'est un peu plus complexe. Je pense que l'innovation et les solutions viendront du secteur de l'entrepreneuriat social, mais sans les pouvoirs publics, l'innovation sociale ne pourra jamais se déployer sur l'ensemble des territoires.

*Propos recueillis par
Baptiste Fassin
Chargé de publications
Convergences*



EN PARTENARIAT AVEC



BNP PARIBAS



MOUVEMENT DES
ENTREPRENEURS
SOCIAUX

"opinionway



REMERCIEMENTS

Auteurs et contributeurs :

Claudia Belli, Jeroo Billimoria, Clotilde Combe, Harald Condé-Piquier, Axel Dauchez, Bérengère Daviaud, François Dechy, Direction RSE Groupe Orange Antoine Drouet, Anne-Marie Dunet, Claire Grolleau, Christophe Tier, Augustin Jaclin, Julie Lambert, Julie Laurent, Vincent Legrand, Les Canaux - Maison des économies solidaires et innovantes, Caroline Loret, Abdou Maman Kané, Jean Moreau, Chloé Myotte, Antonella Noya, Magali Payen, Théo Ponchel, Sarah Prince-Robin, Sébastien Soleille, Julie Rijpens, Dirk Vansintjan.

Partenaires :

Claudia Belli, Clotilde Combe, Flore Coppin, Catherine Flouvat, Solène Fombonne, Maha Keramane, Claire Lissajoux, Caroline Loret, Caroline Neyron, Théo Ponchel, Valérie Tiaoh, Maylis Trassard.

Equipe de Convergences :

Marie Bonraisin, Pauline Brouillard, Clara Colommet, Paul Constantin, Camille Dousset, Baptiste Fassin, Clara James, Thibault Larose, Lucas Magnani, François Ropars, Fanny Roussey, Carine Valette et Manon Vigier.

Baromètre de l'Entrepreneuriat Social 2020/Convergences

Conception éditoriale et graphique : Carine Valette et Baptiste Fassin, Convergences
Impression : Imprimerie Centrale de Lens

À PROPOS DE CONVERGENCES

Créée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion, de plaidoyer et de mobilisation en Europe en faveur des Objectifs de développement durable (ODD) et de la construction d'un monde "Zéro exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté". Sa mission est de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. Convergences travaille dans divers domaines pouvant déclencher un effet décisif en faveur de ses objectifs : solidarité internationale, préservation de la planète, finance solidaire et inclusive, Responsabilité Sociétale des Entreprises, économie sociale et solidaire, nouvelles technologies pour le développement, etc. Convergences s'appuie sur plus de 200 organisations partenaires représentées au sein de ses Groupes de travail pour co-construire le Forum Mondial Convergences qui réunit chaque année près de 5 000 participants, réaliser des publications, développer des projets autour de la jeunesse et du numérique, et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année.

www.convergences.org

Copyright Convergences juillet 2020

